

RCS : CLERMONT FERRAND

Code greffe : 6303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CLERMONT FERRAND atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1955 B 00050

Numéro SIREN : 855 200 507

Nom ou dénomination : MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

Ce dépôt a été enregistré le 21/07/2022 sous le numéro de dépôt 7732

/// INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'exercice a une durée de 12 mois et coïncide avec l'année civile. Les notes et tableaux constituant l'annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Le bilan avant répartition, de l'exercice clos au 31 décembre 2021, fait apparaître un total de 4 469 813 milliers d'euros.

Le compte de résultat de l'exercice, présenté en liste, dégage des produits pour un montant de 5 673 883 milliers d'euros et 5 863 582 milliers d'euros de charges, laissant une perte de 189 699 milliers d'euros.

Les comptes de la Manufacture Française des Pneumatiques Michelin ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon les dispositions du plan comptable général (règlement ANC N° 2016-07 relatif au PCG). Sauf mention particulière, ces principes ont été appliqués de manière homogène sur tous les exercices présentés. ///

/// RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, d'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La préparation des états financiers amène la société à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les éléments comptabilisés sont évalués selon la méthode des coûts historiques, à l'exception de certaines immobilisations qui ont fait l'objet d'une réévaluation légale en 1976.

Immobilisations incorporelles / corporelles -

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes

de règlements, ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976, auxquelles a été appliquée la réévaluation légale.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont incorporés au coût de production dès lors que le projet d'investissement est supérieur à 50 millions d'euros.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées et les coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission sont imputés sur

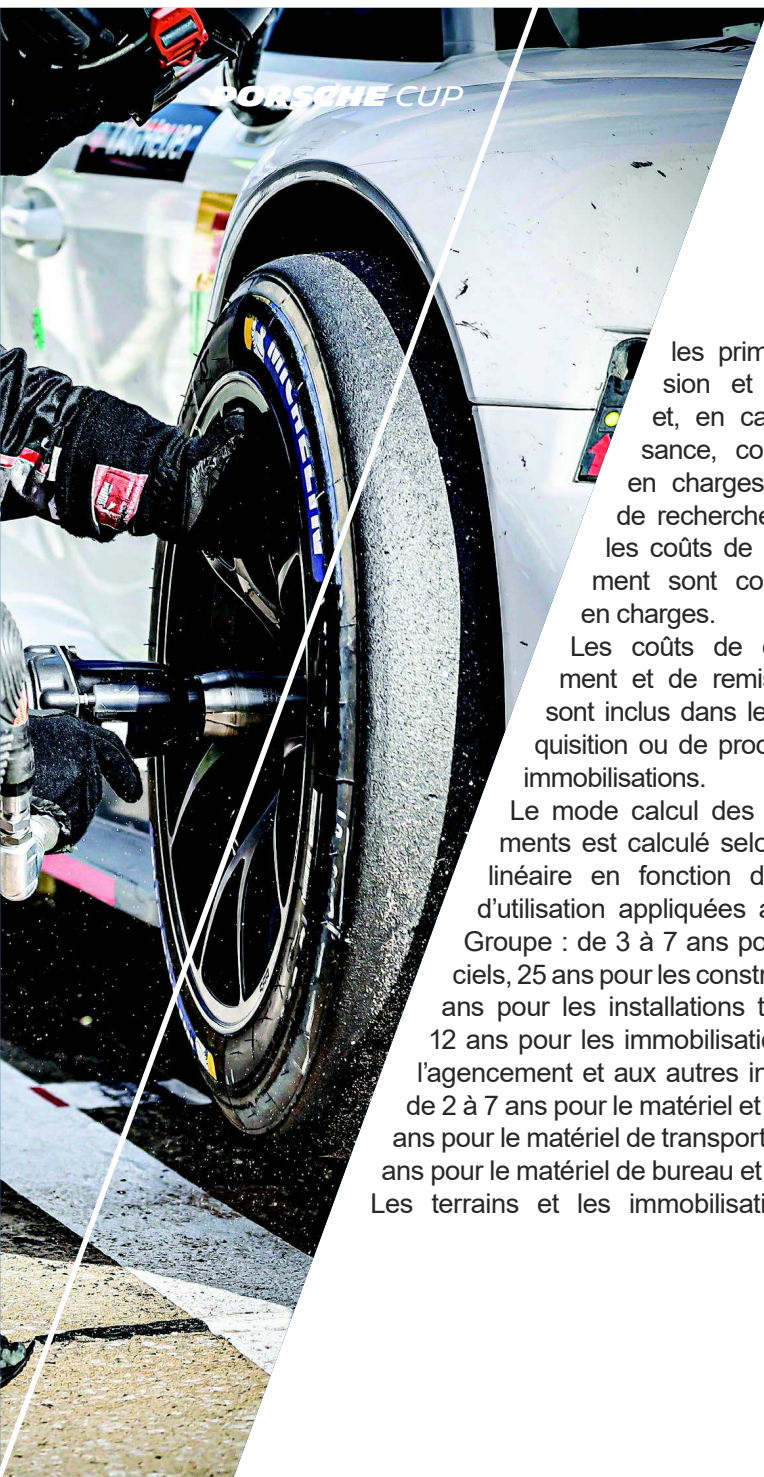
Pour copie certifiée conforme

Le 13/06/2022

Le Président


Florent Megaux (13 juin 2022 13:02 GMT+2)





les primes d'émission et de fusion et, en cas d'insuffisance, comptabilisés en charges. Les frais de recherche ainsi que les coûts de développement sont comptabilisés en charges.

Les coûts de démantèlement et de remise en état sont inclus dans le coût d'acquisition ou de production des immobilisations.

Le mode calcul des amortissements est calculé selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation appliquées au sein du Groupe : de 3 à 7 ans pour les logiciels, 25 ans pour les constructions, 12 ans pour les installations techniques, 12 ans pour les immobilisations liées à l'agencement et aux autres installations, de 2 à 7 ans pour le matériel et outillage, 5 ans pour le matériel de transport et enfin 12 ans pour le matériel de bureau et le mobilier. Les terrains et les immobilisations incor-

porelles dont la durée d'utilité est indéterminée ne sont pas amortis. Depuis le 31 décembre 2013, l'amortissement dégressif fiscal n'est plus pratiqué. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle de l'immobilisation devient inférieure à sa valeur nette comptable. En application des modifications introduites dans le PCG en 2016, la société a mis en place un test annuel de dépréciation des fonds commerciaux ayant une durée d'utilisation indéterminée. Ces évaluations sont effectuées à partir des données prévisionnelles issues du plan stratégique des Lignes Business.

Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement - La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. A chaque clôture annuelle, la société procède à l'évaluation de la valeur d'utilité de ses titres de participation. Cette valeur d'utilité est estimée en fonction soit de l'actif net comptable, le cas échéant réévalué, soit de la rentabilité et de la perspective d'avenir de la participation,

ainsi que de l'utilité pour la société détentrice des titres. En cas de baisse durable de la valeur d'utilité, et si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée. En cas de cession d'un ensemble de titres de même nature et conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés est déterminée au coût d'achat moyen pondéré.

Sont classés sous la rubrique « Autres Titres Immobilisés » les titres que la société a l'intention de conserver mais dont la détention n'est pas jugée utile au fonctionnement de l'entreprise.

Les dividendes sont comptabilisés à la date de l'Assemblée Générale ayant pris la décision de la distribution.

**PLANÈTE : NEUTRALITÉ CARBONNE
& ECONOMIE CIRCULAIRE**

Stocks - La société applique le système des coûts standards pour la valorisation de ses coûts de production. Le système des coûts standards consiste à substituer des coûts réels par des coûts prévisionnels dans les comptes, puis à enregistrer périodiquement les écarts entre les coûts réels et les coûts prévisionnels.

En 2014 a été déployé le coût standard évolutif intégrant un standard évolutif des matières (réactualisation mensuelle dans un contexte de fluctuation des prix) et un coût façon standard annuel. Après prise en compte des variances mensuelles, cette méthode donne une valorisation proche du coût réel. Le standard évolutif est évalué selon la méthode du coût moyen pondéré.

Tous les flux et inventaires sont valorisés au coût standard évolutif.

Les stocks de pneumatiques de l'activité M.F.S

(Michelin Fleet Solution) sont valorisés en fonction d'un taux global d'usure réelle obtenu à partir du processus de pigeage.

Une dépréciation des stocks de produits finis et de marchandises, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé. La dépréciation des pièces de rechange est fonction de la criticité, de la valeur et de la consommation observée de ces pièces. Une dépréciation est également constituée pour couvrir certains risques concernant des matériels en cours de production destinés à l'exportation et des pneumatiques de la Ligne Business Services et Solutions.

Créances - Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La société fait partie du programme européen de Titrisation Michelin. A ce titre, elle cède mensuellement certaines créances. Le programme est déconsolidant au niveau de la société.

Provisions réglementées - Les provisions réglementées inscrites au bilan représentent les différences entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation liées à la durée d'amortissement (usage / utilité ou utilisation) et à l'existence de valeurs résiduelles mesurables et significatives.

La contrepartie annuelle des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat, en

Elles sont évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources. Elles ne sont pas actualisées. Les provisions pour risques sont principalement composées d'une provision au titre des redressements URSSAF, ainsi qu'une provision pour risque sur titre en vue de la fusion de Michelin Travel Partner. Les provisions pour charges sont constituées des provisions au titre des plans de restructuration,

à l'emploi, tels que les indemnités de fin de carrière. L'évaluation de ces avantages à long terme est réalisée annuellement avec l'assistance d'actuaire indépendants. La méthode d'évaluation actuarielle utilisée est la méthode des Unités de Crédit Projetées. Selon cette méthode, de nombreuses informations statistiques et hypothèses sont utilisées pour déterminer les charges, les passifs et les actifs liés aux régimes d'avantages du personnel. Les hypothèses comprennent principalement le taux d'actualisation, le taux d'inflation, le taux d'évolution à long terme des salaires, et le taux d'augmentation des coûts médicaux. Les informations statistiques sont, pour la plupart, liées à des hypothèses démographiques, telles que la mortalité, la rotation du personnel, l'incapacité et l'âge de départ en retraite. Les hypothèses et les informations statistiques utilisées sont déterminées en application des procédures internes en vigueur et en relation avec les actuaires. Les taux d'actualisation sont déterminés en utilisant les outils des actuaires avec des durations identiques à celles des engagements. Les taux de croissance salariale sont basés sur la politique salariale à long terme

PERSONNES : POUR & PAR

charges exceptionnelles, au poste « dotation aux provisions réglementées – amortissements dérogatoires ».

Provisions pour risques et charges - Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir les risques et les charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus au cours de l'exercice 2021 ou d'exercices antérieurs rendent probables.

notamment l'accord ADAPT et du projet La Roche-sur-Yon.

Avantages au personnel - Les salariés de la société bénéficient d'avantages à court terme, tels que les congés payés. Ces avantages sont reconnus dans les dettes à court terme. Les salariés bénéficient également d'avantages à long terme versés pendant l'emploi, tels que les médailles du travail, et postérieurs

et prennent en considération des éléments tels que les tendances de marchés, l'évolution des carrières ou l'ancienneté.

Les taux d'inflation utilisés, sur des durations standards, sont déterminés en utilisant différentes méthodes.

Premièrement, les outils des actuaires basés sur les prévisions cibles publiées par les Banques Centrales, les prévisions du Con-

dans le Groupe au moment du départ à la retraite, taux d'inflation des coûts médicaux, mortalité, invalidité) reflètent les conditions démographiques et économiques observées en France. Les avantages à long terme versés pendant l'emploi sont enregistrés dans les provisions pour risques et charges et les avantages postérieurs à l'emploi figurent en engagements hors bilan.

cours est portée en résultat de change dans le compte de résultat. Les instruments financiers dérivés correspondent aux achats et aux ventes à terme ferme de devises. La valeur comptabilisée correspond à la juste valeur. La totalité de ces opérations est effectuée avec la Compagnie Financière Michelin. Aucun autre instrument financier dérivé, ni de change ni de taux, n'a été utilisé par la société. Depuis 2017, la société applique le règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

PROFIT : ROCE ET CHIFFRE D'AFFAIRES

sensus Economics et des courbes de swaps d'inflation. Deuxièmement, un calcul prenant en compte le différentiel entre les obligations indexées sur l'indice des prix à la consommation et les obligations traditionnelles. Les taux ainsi obtenus sont ajustés d'une prime de risque et de liquidité incluse dans les obligations indexées, ou enfin des moyennes historiques. Les autres hypothèses (âge de départ à la retraite, probabilité de présence

Opérations des éléments en devises et instruments financiers dérivés - Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances, dettes et disponibilités en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice.

La différence (perte ou profit) due à l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier

Disponibilités et concours bancaires - Les concours bancaires sont reclassés en dettes financières.

Impôts et taxes, intégration fiscale & imposition différée - La société est en déficit fiscal sur cet exercice. Le poste impôt est constitué du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt mécénat. Pour l'impôt sur les sociétés, MFPM est intégrée dans le groupe fiscal constitué par la Compagnie Générale des Etablissements Michelin et ses autres filiales françaises (Article 223A du Code Général des Impôts) depuis l'exercice 2010.



COMMANDER CRUISER

Elle applique dans ses comptes individuels la méthode de l'impôt différé. La charge (ou le produit) d'impôt de l'exercice est égal à l'impôt dû à l'Etat (ou par l'Etat), augmenté ou diminué de l'impôt calculé sur les différences entre résultat comptable et résultat fiscal appelées (ou susceptibles) de se manifester dans l'avenir. La société suit la recommandation 1-20 de l'O.E.C et ne constate pas d'impôts différés passifs relatifs aux provisions réglementées.

Transactions conclues entre parties liées - Il n'existe pas de transactions significatives en cours à la date de clôture ou ayant eu des effets notables sur l'exercice clos, effectuées avec des parties liées, non conclues à des conditions normales de marché.

CICE - Le dispositif du CICE a été remplacé par une réduction de charge sociales sur des critères très proches de l'ancien dispositif. En juin 2021, la société a reçu le montant de 25,8 millions d'euros au titre du CICE 2017 sur la base de ses effectifs. Ce montant a contribué au financement d'investissements. Parmi ceux-ci, le programme C3M (Roanne et Gravanches), l'aménagement du Bâtiment Agora et le projet Hudson, la rénovation et l'aménagement de plusieurs bâtiments et les pistes / Paddock (Clermont-Ferrand), le projet OSIRIS (Le Puy), l'acquisition de nouvelle machine GC (Montceau). A la clôture, il reste à l'actif de la société les CICE de l'exercices 2018 pour 22,1 millions d'euros qui sera soit imputé sur les impôts des sociétés soit remboursé par l'Etat sur le prochain exercice. ///

/// INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES : PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT

Changement de méthode comptable - La société n'a pas réalisé de changement de méthode comptable.

Le système N.O.P.C - Le système N.O.P.C, en place depuis janvier 2002, rationalise les échanges entre les sociétés industrielles et commerciales de l'Europe de l'Ouest. Dans le cadre de ces accords, toutes les ventes au sein des Pays de l'Europe de l'Ouest transitent par Michelin Europe. Depuis l'exercice 2005, les produits finis fabriqués dans un de ces pays et destinés à la vente à des clients hors Groupe dans ce même pays, sont facturés par ladite société industrielle à Michelin Europe puis revendus instantanément à cette même société. A compter de l'exercice 2008, les ventes et les achats de MFPM à Michelin Europe réalisés dans le cadre de ces accords, sont enregistrés en chiffre d'affaires pour un montant strictement équivalent et sont, par conséquent, sans incidence sur le chiffre d'affaires.

PSG - La MFPM comporte des activités qui sont effectuées à son propre bénéfice ainsi qu'aux bénéfices d'autres filiales de Michelin, qualifiées de Prestations de Service Groupe

(PSG). Le siège du Groupe Michelin est actuellement basé en France au sein de la société Manufacture Française des Pneumatiques Michelin (MFPM). La facturation des PSG aux filiales de Michelin est couverte par les « Accords PSG » qui ont été signés d'une part par la société holding la Compagnie Générale des Établissements Michelin (CGEM), basée en France et la sous-holding, Compagnie Financière Michelin SAS (CFM), basée en France, et d'autre part, par chacune des filiales de Michelin bénéficiant des services fournis par le siège du groupe : ces sociétés sont dénommées bénéficiaires. Conformément au premier article de l'accord PSG, CGEM et CFM ont mandaté MFPM pour la fourniture des services PSG en leur nom.

Les PSG sont de deux natures : les services fournis spécifiquement à un bénéficiaire donné et pour lesquels les coûts des services par bénéficiaire sont clairement identifiés, et les services fournis collectivement à un groupe de bénéficiaires et pour lesquels les coûts de service ne peuvent pas être identifiés avec précision pour chaque bénéficiaire.

Faits marquants de l'exercice - Dans le cadre de ses plans de compétitivité industriel et tertiaire, le Groupe a annoncé le 6 janvier 2021 en France la mise en œuvre d'un plan de simplification et de compétitivité renforcé, afin d'améliorer significativement l'agilité et la performance globale de ses activités.

L'accord cadre ADAPT, signé avec les partenaires sociaux le 27 avril 2021, définit les dispositifs d'accompagnement des salariés pendant la durée du projet qui s'articule en trois phases, entre 2021 et 2023, et se décline par la négociation d'accords de Rupture Conventionnelle Collective (RCC) permettant la mise en œuvre des mesures de pré-retraite et de mobilité externe volontaire.

Le Groupe réaffirme ses ambitions de développement en France, consolidant son positionnement sur



L'INDUSTRIE MICHELIN



les pneumatiques haut de gamme et de spécialité, tout en y poursuivant la localisation de nouvelles activités à forte valeur ajoutée, notamment dans les domaines des services, des matériaux durables, de la transition énergétique et du recyclage.

Les deux premières phases (RCC 1 & 2) ont été comptabilisées en 2021 et concernent les départs sur les exercices 2021 & 2022. Une provision de 209,0 millions d'euros a été constituée sur l'exercice.

La mise en place des dispositifs d'accompagnement sur l'exercice 2021 a donné lieu à une reprise de provision de 42,8 millions d'euros.

Dès le début de la crise sanitaire, mi-mars 2020, la MFPM a pris la décision de fournir le Groupe en masques chirurgicaux, réalisant un achat groupé sur

un marché international tendu à hauteur de 57,3 millions d'euros. Une partie des masques a été refacturée à due proportion des livraisons aux différentes sociétés du Groupe. Fin 2020, le stock de 36,9 millions de masques a été déprécié pour ramener chaque pièce à une valorisation unitaire de 0,10€. A la clôture de l'exercice 2021, le stock de masques représente 1,9 million d'unités valorisées à prix de marché de 0,16 €, soit un montant de 0,3 million d'euros.

Sur l'exercice 2021, les coûts COVID-19 nets représentent 2,0 millions d'euros. Le déroulement de cinq plans de sauvegarde de l'emploi engagés de 2013 à 2019 se poursuit : les plans de spécialisation des activités industrielles sur le site de Joué-Les-Tours (2013), la réorganisation du réseau logistique (2014), le rechapage sur le site de la Combaude (2016), le plan Ingenierie Procédé (2016), Plan de volontariat (2017) et restructuration du site de la Roche sur Yon (2019).

Le Groupe a mis en place une nouvelle rémunération variable depuis l'exercice 2020. Ce nouveau dispositif, corrélé au résultat du Groupe, vise à associer tous les salariés au résultat du Groupe. En effet, un

mécanisme de coefficient permet de minorer ou de majorer les bonus Groupe et Equipe en fonction du niveau d'atteinte des critères « Résultat Opérationnel des Secteurs » et « Free Cash Flow libre » du Groupe. Dans le contexte économique de reprise, les calculs conduisent à appliquer un coefficient de majoration de 135%, se traduisant par un bonus Groupe de 50,7 millions d'euros (bruts) et un bonus Equipe de 57,3 millions d'euros (bruts). Au titre de l'accord d'intéressement signé le 10 juin 2020 pour une durée de trois ans, une provision de 43 millions d'euros (bruts) a été constatée au 31 décembre 2021. Le montant total des bonus s'élève ainsi à 151 millions d'euros. A la demande des Gérants du Groupe Michelin, une prime exceptionnelle pour reconnaître la surperformance et les efforts collectifs dans un contexte 2021 très difficile a été comptabilisée pour 8 millions d'euros (bruts).

Evènement postérieurs à la clôture - De même que les autres manufacturiers de pneumatiques, Michelin s'approvisionne en Russie pour certaines matières premières à destination de ses usines européennes.

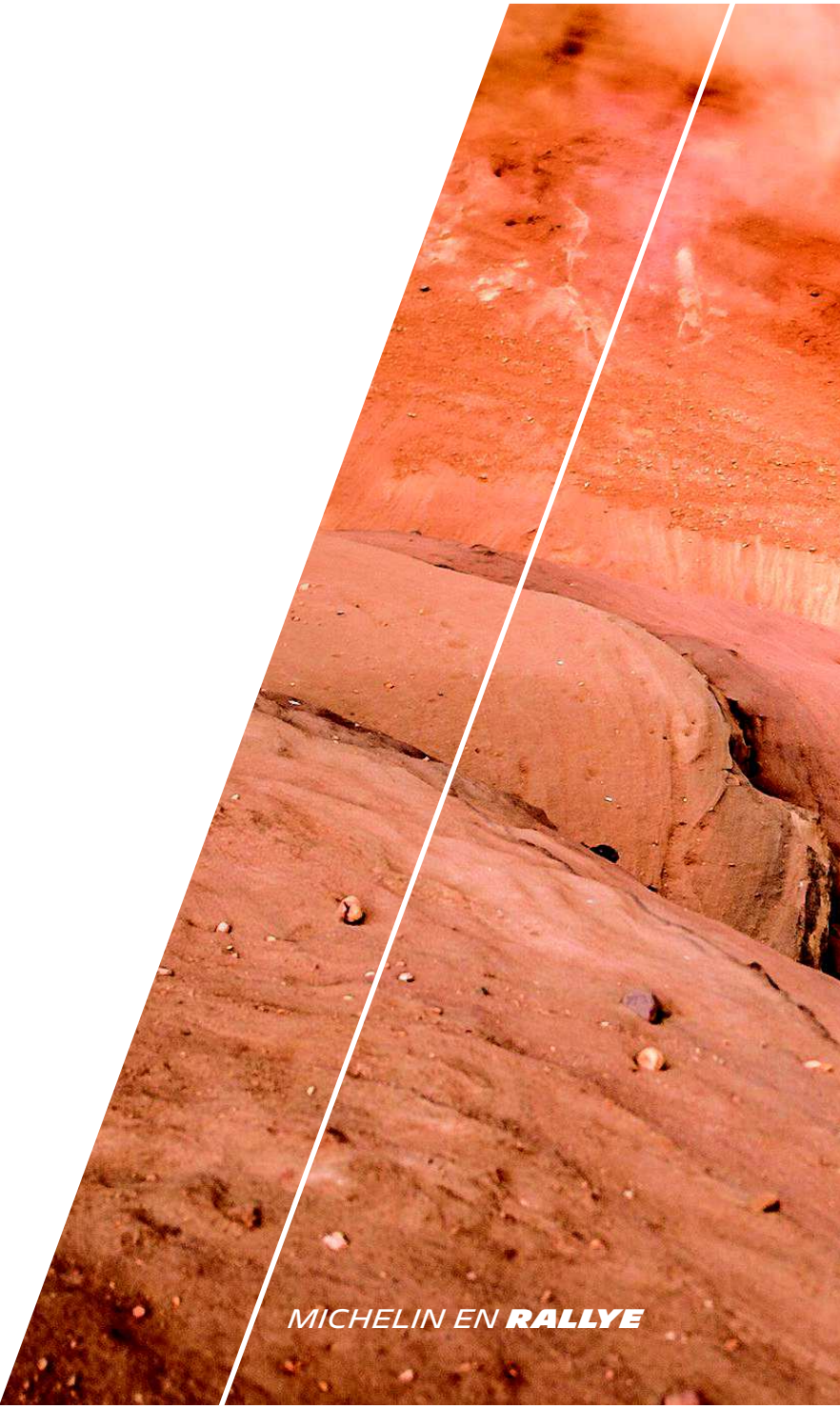
Compte tenu des difficultés d'approvisionnement et des perturbations logistiques liées au conflit, et afin d'optimiser ses opérations, le Groupe a fait état par communiqué de presse le 3 mars 2022 de la fermeture pour quelques jours de certaines usines en Europe. Cette adaptation a permis de donner la priorité aux segments à plus forte valeur ajoutée pour le Groupe.

L'activation de voies d'approvisionnement alternatives permet cependant de limiter l'impact opérationnel, traduisant la pertinence des procédures de business continuity du Groupe au regard du risque de non-continuité des activités industrielles et du risque de rupture d'approvisionnement.

Les flux financiers liant la MFPM à la Russie sont essentiellement liés aux relations intra-Groupe, les ventes vers des clients en Russie intervenant via la société Transityre B.V.

Au-delà des tensions d'approvisionnement et du contexte inflationniste, l'impact de la crise en Ukraine sur la situation bilantielle de la MFPM est considéré à ce jour comme très limité.

Fusion de MTP au sein de MFP - L'activité édition a été apportée par MTP à Michelin Edition courant 2021. La fusion de l'entité Michelin Travel Partner au 1er janvier 2022, apporte l'activité expérience et digitale au sein de MFPM. //



MICHELIN EN **RALLYE**



PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE DEPASSE 1% DU CAPITAL DE LA SOCIETE

	CAPITAL (1)	AUTRES CAP. PROPRES (AVANT RÉSULTAT) (1)	QUOTE-PART DU CAP. DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE DES TITRES	
				BRUTE	NETTE
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
S.N.C. SIMOREP & Cie (CSM) Avenue de la Parquaire - BASSENS (Gironde)	93 605	40 215	99,999%	94 712	94 712
S.N.C. PNEU LAURENT Route de Sauvigny le Bois - 89200 AVALLON	4 420	14 013	99,999%	18 612	18 612
S.A.S. IMECA ZAC du Baconnet Allée des Sapins - 69700 MONTAGNY	5 952	7 549	100%	12 799	12 799
SAS MTP 27, cours de l'Ile SEGUIN - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	15 045	(1 735)	51,11%	19 234	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
-	0	0	0%	0	0

	PRÊTS ET AVANCES (NON REMBOURSÉS)	MONTANT AVALS ET CAUTIONS	CA (1)	BÉNÉFICE NET (B) OU PERTE (P) (1)	DIVIDENDES (ENCAISSÉS)
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
S.N.C. SIMOREP & Cie (CSM) Avenue de la Parquaire - BASSENS (Gironde)	12 994	0	213 802	1 978 (B)	1 980
S.N.C. PNEU LAURENT Route de Sauvigny le Bois - 89200 AVALLON	2 850	0	68 529	1 297 (B)	1 296
S.A.S. IMECA ZAC du Baconnet Allée des Sapins - 69700 MONTAGNY	14 819	0	48 404	2 185 (B)	2 076
SAS MTP 27, cours de l'Île SEGUIN - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	49 735	0	37 151	66 394 (P)	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
-	0	0	0	0	0

(1) Exercice clos au 31/12/2020

FILIALES & PARTICIPATIONS

AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	CAPITAL (1)	AUTRES CAP. PROPRES (AVANT RÉSULTAT) (1)	QUOTE-PART DU CAP. DÉTENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES	
				BRUTE	NETTE
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
Filiales françaises	0	0	0%	1 220	1 220
Filiales étrangères	0	0	0%	157	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
Sociétés françaises	0	0	0%	4 837	3 934
Sociétés étrangères	0	0	0%	2 000	2 000
	PRÊTS ET AVANCES (NON REMBOURSÉS)	MONTANT AVALS ET CAUTIONS	CA (1)	BÉNÉFICE NET (B) OU PERTE (P) (1)	DIVIDENDES (ENCAISSÉS)
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
Filiales françaises	0	0	ND	0	424
Filiales étrangères	0	0	ND	0	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
Sociétés françaises	0	0	ND	0	0
Sociétés étrangères	0	0	ND	0	0

(1) Exercice clos au 31/12/2020

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ BRUT

	VALEURS BRUTES 01/01/2021	FUSIONS	ACQUISITIONS	CESSIONS / MISES EN SERVICE	VALEURS BRUTES 31/12/2021
Frais d'établissement / recherche et développement	191 315	0	0	0	191 315
Autres immobilisations incorporelles (1)	1 568 002	0	251 539	142 572	1 676 969
Immobilisations corporelles	4 199 635	0	371 034	434 493	4 136 176
Immobilisations financières	450 774	0	24 206 314	24 365 020	292 068
TOTAL	6 409 727	0	24 828 887	24 942 085	6 296 528

(1) Dont 13 052 K€ de fonds de commerce : SCANIA pour 5 927 K€, PLA pour 1 800 K€, mali technique pour 5 325 K€

AMORTISSEMENTS

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

	01/01/2021	FUSIONS	AUGM.	DIM.	31/12/2021
Frais d'établissement, recherche et développement	191 315	0	0	0	191 315
Autres immobilisations incorporelles	1 106 331	0	118 121	11 038	1 213 415
Immobilisations corporelles	2 577 753	0	162 992	211 792	2 528 953
Immobilisations financières	0	0	0	0	0
TOTAL	3 875 400	0	281 113	222 830	3 933 683

ÉTAT DES PROVISIONS (1)

	01/01/2021	FUSIONS	DOTATIONS	REPRISE	31/12/2021
Frais d'établissement, recherche et développement	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	2 297	0	0	26	2 271
Immobilisations corporelles	73 530	0	17 844	27 675	63 699
Immobilisations financières	155 008	0	55 613	131 830	78 791
TOTAL	230 835	0	73 457	159 531	144 761

(1) Les provisions relatives aux actifs immobilisés seront expliquées en Note 11

ÉTAT DES **PROVISIONS**

ÉTAT DES PROVISIONS

	01/01/2021	DOTATIONS	REPRISES	31/12/2021
PROVISIONS REGLEMENTEES	401 139	67 668	60 666	408 142
PROVISIONS POUR RISQUES / CHARGES				
Provisions pour risques (1)	59 331	47 131	6 003	100 459
Provisions pour charges (2)	100 644	209 179	105 249	204 573
SOUS-TOTAL	159 975	256 310	111 252	305 033
DÉPRÉCIATION				
Des immobilisations incorporelles	2 297	0	26	2 271
Des immobilisations corporelles	73 530	17 844	27 675	63 699
Des immobilisations financières (3)	155 008	55 613	131 830	78 791
Des stocks (4)	33 517	15 257	23 039	25 735
Des créances	2 214	6 813	2 245	6 782
SOUS-TOTAL	266 567	95 526	184 815	177 278
TOTAL	827 681	419 505	356 733	890 452
Dont dotations et reprises d'exploitations		42 727	29 124	
Dont dotations et reprises financières		80 984	1 445	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		295 793	326 164	
TOTAL		419 505	356 733	

(1) Provision pour risques : dotation de 47 M€ dont 25,3 M€ de provision pour titres de MTP, 20,3 M€ de prov litiges et contentieux, 1M€ de provision de dépollution et 0,4 M€ de litiges PSA

(2) Provision pour charges : dotation de 209,2 M€ dont dotation pour projet Aurore RCC2 pour 12,1 M€, Simply RCC2 pour 85,5M€, Aurore RCC1 pour 27,1 M€, Simply RCC1 pour 84,3 M€ et 0,2 M€ de dotation pour les médailles du travail

(3) Correspond aux provisions pour titres de participation

(4) Voir détail des stocks en Note 13

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ NET

	VALEURS NETTES 01/01/2021	FUSIONS	ACQUISITIONS	CESSIONS / MISES EN SERVICE	VALEURS NETTES 31/12/2021
Frais d'établissement / recherche et développement	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	459 374	0	133 418	131 508	461 283
Immobilisations corporelles	1 548 352	0	190 198	195 026	1 543 524
Immobilisations financières	295 766	0	24 150 701	24 233 190	213 277
TOTAL	2 303 491	0	24 474 317	24 559 724	2 218 084

DÉPRÉCIATION DES STOCKS

ÉTAT DES PROVISIONS SUR STOCKS

	01/01/2021	DOTATION	REPRISE	31/12/2021
Matières Premières	43	363	22	384
Pièces de rechange (1)	18 569	6 135	17 575	7 129
En-cours de production (2)	6 220	7 621	834	13 008
Produits Finis (3)	5 442	(52)	2 506	2 884
Marchandises (4)	3 243	1 189	2 103	2 330
TOTAL	33 517	15 257	23 039	25 735

(1) Reprise de la dépréciation des masques pour 15 M€ et dotation de 4 M€ d'OVER-STOCK

(2) Dotation de 7,6 M€ pour la machine Cobra et reprise de 0,8 M€ liée à la machine Hévéa

(3) Reprise pour 2,5 M€ dont 1,8 M€ de reprise pour coupe MSP, 0,3 M€ de reprise de provision pour la LB 2WH

(4) Reprise pour 2,1 M€ dont 1,1 M€ de stock de roues métro et 0,3 M€ d'anneaux

ETAT DES CRÉANCES (1)

	31/12/2021	< 1 AN	> 1 AN
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé	0	0	0
Créances rattachées à des participations	114 758	114 758	0
Prêts	16 756	6 940	9 816
Autres immobilisations financières	859	0	859
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes	5 079	5 079	0
Créances clients et comptes rattachés	1 530 460	1 530 460	0
Autres créances	320 731	182 665	138 066
Capital souscrit appelé non versé	0	0	0
Charges constatées d' avance	22 587	22 587	0
TOTAL	2 011 231	1 862 490	148 741

(1) Cessions de créances commerciales :

Dans le cadre du programme de titrisation du Groupe, la Société cède une partie de ses créances commerciales. L'encours des créances commerciales cédées au 31 décembre 2021 s'élève à : 278 981 K€.

Ce montant tient compte de la cession du 18 janvier 2022, qui inclut la facturation de décembre 2021 pour un montant de : 132 753 K€.

PRODUITS & CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Produits d'exploitation (1)	118 650
Produits financiers	0
TOTAL	118 650

(1) La société est amenée à conclure des accords pluriannuels avec des clients, qui comportent une promesse relative à la capacité à fournir les produits, en échange d'une considération spécifique. Celle-ci est payée préalablement à la réalisation des obligations de fournitures des produits qui vont s'étaler sur la durée du contrat. A ce titre, cette promesse est considérée comme liée à la fourniture des produits et sera reconnue en revenu au fur et à mesure de l'exécution de cette dernière. A réception du paiement, un passif sur contrat est constaté.

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

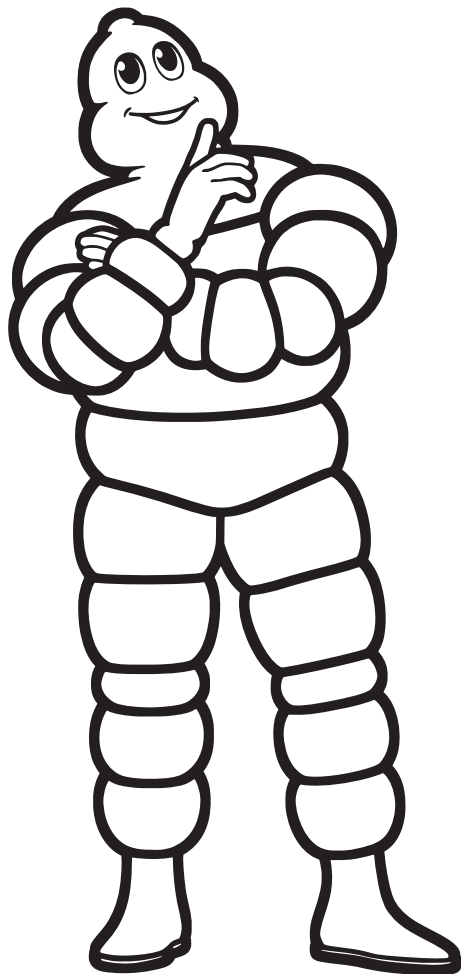
Charges d'exploitation	22 587
Charges financières	0
TOTAL	22 587

ÉTAT DES VARIATIONS DES PROVISIONS

	01/01/2021	DOTATIONS	REPRISE (PROVISION UTILISÉE)	REPRISE (PROVISION NON UTILISÉE)	CHANGEMENT MÉTHODE	VARIATION PÉRIMÈTRE	AUTRE	31/12/2021
PROVISIONS POUR RISQUES								
Pour litiges et contentieux	53 298	20 384	5 063	0	0	0	0	68 619
Pour risques environnementaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques	6 033	26 747	939	0	0	0	0	31 840
SOUS-TOTAL	59 331	47 131	6 003	0	0	0	0	100 459
PROVISIONS POUR CHARGES								
Pensions / obligations similaires	12 460	180	623	0	0	0	0	12 017
Autres provisions pour charges (1)	88 183	208 999	100 416	4 211	0	0	0	192 556
SOUS-TOTAL	100 644	209 179	101 038	4 211	0	0	0	204 573
TOTAL	159 975	256 310	107 041	4 211	0	0	0	305 033

(1) Dont la totalité concerne les provisions pour restructurations

VARIATION DE LA **RÉSERVE DE RÉÉVALUATION**



VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION

	01/01/2021	VARIATIONS	31/12/2021	ECART INCORPORÉ AU CAPITAL
Participations	28	0	28	0
TOTAL	28	0	28	0

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2021</i>	1 568 231
Variations des amortissements dérogatoires	7 002
Subventions d'investissement	844
Résultat 2021	(189 699)
<i>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2021</i>	1 386 378

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	NB ACTIONS	VALEUR NOMINALE (EN EUROS)
01/01/2021	13 263 158	38
31/12/2021	13 263 158	38

VARIATION DES **CAPITAUX PROPRES**

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	31/12/2021	31/12/2020	VARIATION	AFFECT. RESULTAT	FUSION	PAR. RESULTAT	AUGM.
CAPITAL	504 000	504 000	0	0	0	0	0
PRIMES DE FUSION, D'EMISSION, D'APPORT	143 204	143 204	0	0	0	0	0
ECART DE REEVALUATION	28	28	0	0	0	0	0
RESERVES							
Réserve légale	50 400	50 400	0	0	0	0	0
Réserve statutaires / contractuelles	0	0	0	0	0	0	0
Réserves réglementées	0	0	0	0	0	0	0
Autres réserves	0	0	0	0	0	0	0
REPORT A NOUVEAU	469 280	655 145	(185 865)	(185 865)	0	0	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR	0	0	0	0	0	0	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	(189 699)	(185 865)	(3 834)	185 865	0	(189 699)	0
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 023	179	844	0	0	0	844
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	408 142	401 140	7 002	0	0	7 003	0
TOTAL	1 386 378	1 568 230	(181 853)	0	0	(182 696)	844

ÉTAT DE L'ENDETTEMENT BRUT (1)

	31/12/2021	< 1 AN	> 1 AN	> 5 ANS
Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (hors concours bancaires courants)	0	0	0	0
Concours bancaires courants	6 477	6 477		
Emprunts et dettes financières divers	896 687	375 370	516 368	4 949
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	129 483	129 483	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	900 796	900 796	0	0
Dettes fiscales et sociales	524 643	524 643	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	83 286	83 286	0	0
Autres dettes	118 380	118 380	0	0
Produits constatés d'avance	118 650	30 798	82 852	5 000
TOTAL	2 778 402	2 169 234	599 220	9 949

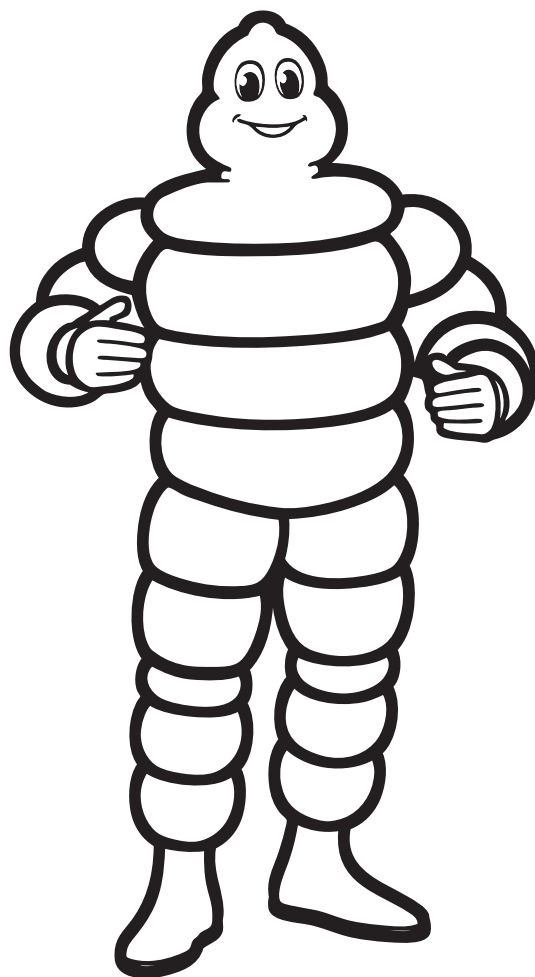
DETTE GARANTIE PAR DES SÛRETÉS RÉELLES (2)

	MONTANT GARANTI
Emprunts auprès des établissements de crédit	0
TOTAL	0

(1) Ce tableau présente la ventilation de l'endettement brut présent au passif du bilan par date d'échéance

(2) L'entreprise ne compte aucune dette qui serait garantie par des sûretés réelles

VENTILATION DU **CHIFFRE D'AFFAIRES**



CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PRODUIT / ZONE GÉOGRAPHIQUE

Produits finis - Pneus et roues	2 896 947
Matériel	134 250
Matières premières et semi-finis	428 506
Prestations de services	1 427 488
Divers	318 791
TOTAL	5 205 981
Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger	3 195 844
Chiffre d'affaires réalisé en France	2 010 137
TOTAL	5 205 981

ENGAGEMENTS CREDIT-BAIL

	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS / MATÉRIEL / OUTILLAGE	AUTRES	TOTAL
VALEUR D'ORIGINE	0	0	0	0	0
AMORTISSEMENTS					
Cumuls exercices antérieurs	0	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
REDEVANCES PAYEES					
Cumuls exercices antérieurs	0	0	0	0	0
Exercice	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
REDEVANCES RESTANT A PAYER					
A un an au plus	0	0	0	0	0
A plus d'un an et cinq ans au plus	0	0	0	0	0
A plus de cinq ans	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
VALEUR RESIDUELLE					
A un an au plus	0	0	0	0	0
A plus d'un an et cinq ans au plus	0	0	0	0	0
A plus de cinq ans	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Sur opération de gestion	0
Sur opérations en capital	37 449
Reprise sur provisions et transferts de charges (1)	326 164
TOTAL	363 613

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Sur opération de gestion (2)	101 273
Sur opérations en capital	201 652
Dotations aux amortissements et aux provisions (3)	297 072
TOTAL	599 996
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(236 383)

(1) Dont :

Reprises sur amortissements dérogatoires	60 666
Reprises sur provisions pour risques et charges	107 412
Reprises provisions HG	107 412
Reprises pour dépréciation des immobilisations	158 086
Immobilisations financières	130 385
Immobilisations corporelles	27 701

(2) Dont :

Charges décaissées	101 273
RCC1	39 671
RCC2	499
ME	169
RLF2	119
COMBAUDE	7
VEYGOUX	21 863
RYO	38 302
FTG	634
Divers	9

(3) Dont :

Amortissements dérogatoires	67 668
Amortissements pour risques et charges	208 218
Restructuration RCC1	110 647
Restructuration RCC2	97 571
Provisions pour dépréciations des immobilisations	21 185
Dépréciation des immobilisations incorporelles	0
Dépréciation des immobilisations corporelles	21 185

RESSOURCES DE L'ORGANISME

	31/12/2021		31/12/2020	
<i>RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES & ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALARIÉS</i>				
Entreprises	1 633	99,95%	933	100%
Etat, collectivités locales, établissements publics	1	0,05%	0	0%
Entreprises via Fongecif, OMA, FAF	0	0%	0	0%
Particuliers	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	1 633	100%	933	100%
<i>RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS</i>				
Instances européennes	0	0%	0	0%
Etat	0	0%	0	0%
Régions	0	0%	0	0%
Autres collectivités territoriales	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	0	0%	0	0%
Autres organismes de formation	0	0%	0	0%
Autres ressources	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	0	0%	0	0%
TOTAL	1 633	100%	933	100%



ORGANISME DE **FORMATION**

FINALITES DES ACTIONS DE FORMATION

	31/12/2021		31/12/2020	
Certifiantes (CQP)	59	4%	33	4%
Perfectionnement professionnel et qualifiant	1 573	96%	900	96%
Insertion sociale	0	0%	0	0%
TOTAL	1 633	100%	933	100%

FORMATION & RESSOURCES PUBLIQUES

	31/12/2021	31/12/2020
Convention	Néant	Néant

RAPPROCHEMENT CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE / CALCULÉE

Impôt théorique, hors retenues à la source	(63 316)
Différences permanentes	7 672
Effet des différences de taux (entre le taux en vigueur et le taux réel)	26 171
Autres effets (*)	(27 986)
Effet changement de taux sur stock IDA à la clôture 2021	2 033
Impôt au compte de résultat, hors retenues à la source	(55 427)
(*) Dont :	
CIR 2021	(30 200)
Mécénat et autres CI	(5 282)
Mécénat, CIR & CIA N-1	9 902
Regul ID sur la réintégration de Rouvignies en 2020	(2 406)
TOTAL	(27 986)

VENTILATION DES IMPÔTS AU COMPTE DE RESULTAT

Impôts exigibles	(25 581)
Impôts différés	(29 846)
SOUS-TOTAL	(55 427)
Retenues à la source	0
TOTAL	(55 427)

IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS 0

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

	31/12/2020	AUGM.	DIM.	31/12/2021
Impôts différés au titre des actifs	49 160	30 170	324	79 006
Impôts différés au titre des passifs	0	0	0	0
TOTAL	49 160	30 170	324	79 006
Décomposé en				
Différences temporelles	40 948	30 170	0	71 118
Reports déficitaires	8 211	0	324	7 888

EN FONCTION DE LA NATURE DU RESULTAT

	COURANT	EXCEPTIONNEL
Impôt exigible	(25 581)	0
Impôt différé	(4 812)	(25 034)

ÉTAT DES CHARGES A REPARTIR ET PRIMES DE REMBOURSEMENT

	01/01/2021	FUSION	AUGMENTATION (DOTATIONS)	DIMINUTION (ACTIF SORTI)	31/12/2021
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

ÉLÉMENTS **RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT**

PRÉSENTATION DES ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT (1)

	ENTREPRISES LIÉES (VALEUR NETTE)	ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION AVEC LA MFPM (VALEUR NETTE)
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	79 404	0
Intérêts et charges assimilées	21 254	0
Différence négatives de change	0	0
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	5 776	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	450	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	130 565	0
Différences positives de change	0	0

(1) Ce tableau nous indique pour les éléments relevant du compte de résultat les montants pour lesquels la MFPM a un lien de participation

PRÉSENTATION DES ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU BILAN (1)

	ENTREPRISES LIÉES (VALEUR NETTE)	ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION AVEC LA MFPM (VALEUR NETTE)
Participations	129 343	0
Créances rattachées à des participations	65 023	0
Autres titres immobilisés	0	0
Prêts	0	0
Autres immobilisations financières	0	0
Avances et acomptes versés sur commande	0	0
Créances clients et comptes rattachés	1 207 683	0
Autres créances	188 345	0
Charges constatées d'avance	10	0
Emprunts et dettes financières divers	717 192	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	129 483	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	604 488	0
Dettes fiscales et sociales	114	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 050	0
Autres dettes	36 661	0
Produits constatés d'avance	302	0

(1) Ce tableau nous indique pour les éléments relevant du bilan les montants pour lesquels la MFPM a un lien de participation



PRODUITS À RECEVOIR & CHARGES À PAYER

PRODUITS À RECEVOIR

Autres titres immobilisés	388
Créances clients et comptes rattachées	287 987
Autres créances	3 776
Valeurs Mobilières de Placement	0
Disponibilités	0
TOTAL	292 151

CHARGES À PAYER

Autres emprunts obligataires	0
Emprunts auprès des établissements de crédits	0
Emprunts divers	695
Dette fournisseurs et comptes rattachés	155 852
Dettes fiscales et sociales	434 787
Autres dettes	98 454
TOTAL	689 788

ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS DONNES

Effets à l'encaissement impayés	0
Avals, cautions et garanties	2 670
Engagements en matière d'indemnités de départ en retraite (1)	786 300
Engagements en matière de mutuelle obligatoire (1)	79 376
Retraites supplémentaires (1)	365 307
Autres engagements donnés	21 402
TOTAL	1 255 055
ENGAGEMENTS REÇUS	6 145

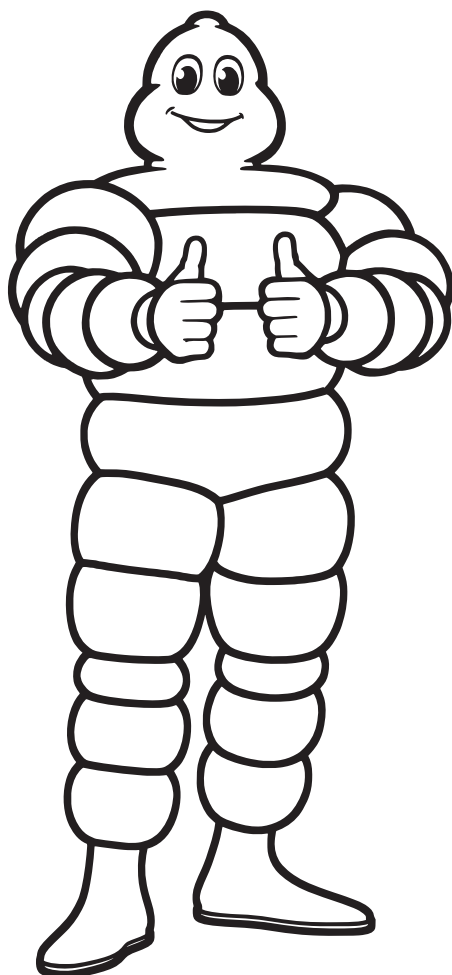
	INFLATION	ACTUALISATION
Dédit de non-concurrence	1,95%	0,85%
Indemnités de départ en retraite	2,00%	1,00%
Majoration Agents	1,95%	0,85%
Médailles ou Prime d'ancienneté	0%	0,85%
Retraite supplémentaire	1,90%	0,55%
Mutuelle	2,00%	1,00%
Rentes Loi Evin	0%	0,55%

- (1) Sur la base des règlements internes de chaque régime, des actuaires indépendants calculent la valeur actualisée des obligations futures de l'employeur (D.B.O.) pour les avantages à long terme comptabilisés en provisions pour risques et charges et les avantages postérieurs à l'emploi présentés en engagements hors bilan. Ces évaluations actuarielles ont été effectuées sur la base des tables de mortalité les plus récentes (utilisation des tables de mortalité pré retraite : TF / TH 14-16 et post retraite : TGH 05 TGF 05). Les calculs ont été réalisés en utilisant : un âge de départ à la retraite de 62 ans pour les personnes nées avant 1959, un âge de départ à la retraite compris entre 61,3 et 66,58 ans selon la catégorie de personnel pour les personnes nées à partir de 1959, un taux de mobilité (entre 0 et 6,36%, selon l'âge et la catégorie de l'employé, déterminé uniquement sur les démissions pour les régimes d'indemnités de fin de carrière, et entre 0 et 8,60%, selon l'âge et la catégorie de l'employé, déterminé sur les démissions et les licenciements pour les autres régimes).

RISQUES DE MARCHÉ

La politique de la société est de couvrir la quasi-totalité de ses positions de change. Pour les flux intra Groupe, le risque de change est couvert par achats ou ventes à terme de devises (forwards). Pour les flux hors Groupe, des couvertures de change sont faites au comptant (spot) pour la devise USD. Pour les autres devises, le risque n'est pas significatif et n'est pas couvert. Au 31/12/2021, au regard de l'ensemble des financements, il n'y a pas de contrats fermes ou optionnel en cours.

EFFECTIF MOYEN



ÉTAT DES EFFECTIFS

	SALARIES	MIS A DISPOSITION
Agents	6 462	
Collaborateurs	3 643	1 427
Cadres et assimilés	6 392	
TOTAL	16 497	1 427

QUOTAS D'EMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE

	QUOTAS	COURS	EN K EUROS
Quotas 2015	26 941	7,15	193
Quotas 2016	30 726	5,00	154
Quotas 2017	52 776	5,24	277
Quotas 2018	77 619	10,1	784
Quotas 2019	87 941	21,69	1 907
Quotas 2020	87 530	17,08	1 495
TOTAL	363 532		4 809

La société a comptabilisé dans ses comptes, en stocks, les quotas qui lui ont été délivrés. Pour 2021 les quotas qui lui ont été délivrés sont de 13 073 pour une valeur de 1 045 milliers d'euros.

La méthode comptable adoptée pour évaluer les stocks de quotas et unités assimilées : PEPS (Premier entré, Premier Sorti)

Aucune dépréciation n'a été constatée.

Le modèle économique retenu pour gérer et comptabiliser les quotas et unités assimilées : "production"

L'arrêté français fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2021-2025 a été publié le 22 décembre 2021 au journal officiel.

Pour rappel, les allocations de quotas affectés à titre gratuits pour l'année 2021 (au titre de la période 2021-2025) versées aux sites concernés se sont élevés à 12 584.

Les estimations énergétiques sont transcrites en émissions de CO² en utilisant les facteurs d'émission (fixés par la réglementation ou calculés à partir de données sources fournies par les Gestionnaires de Réseau de Transport du gaz naturel).

Les émissions en tonnes de CO₂ équivalent, en 2021, ont diminué de 14,9% par rapport à celles de 2020. Elles correspondent en 2021 à 57 134 tonnes de CO₂ équivalent.

Un comité de gestion du CO² se réunit tous les trimestres pour suivre et piloter les émissions de CO² pour le groupe.

Les allocations dues au titre des années 2021 à 2025 sont versées, chaque année, sur les comptes du registre Européen.

QUOTAS D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE

DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES

NATURE DES DÉPENSES EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE (1)

	INVESTISSEMENTS	CHARGES D'EXPLOITATION
Réduction des émissions de COV	225	0
Suppression des gaz qui appauvissent la couche ozone (CFC / Halon / HCFC)	113	14
Réduction des odeurs hors site		0
Autres mesures de prévention des pollutions de l'air	184	0
Construction / modification d'une station de traitement d'eaux usées ou autre unité de traitement	699	0
Suppression de PCB / pyralène dans des transformateurs	82	0
Autres mesures de prévention des pollutions des eaux de surface	177	10
Rétentions, étanchéité des sols	287	75
Autres mesures de prévention des pollutions du sol et eaux souterraines	55	8
Réduction et recyclage des déchets	827	2
Consommation d'eau	32	246
Consommation d'énergie	3 397	106
Réduction des gaz à effet de serre	10	102
Autres mesures	102	93
TOTAL	6 191	658

(1) Dans le cadre de la politique du Groupe en matière environnementale, la société a réalisé en 2021 dans ses différents sites, les principales dépenses énumérées ci-dessus.



TABLEAU DE FINANCEMENT

RESSOURCES

Capacité d'autofinancement de l'exercice	318,3
Augmentation des capitaux propres	0,0
Diminutions d'actif immobilisé	14,7
Augmentation des dettes financières	0,0
Autres	0,9
TOTAL	333,9

EMPLOIS

Dividendes	0
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé	288,5
Remboursements de dettes financières	136,6
Diminution des capitaux propres	0
Autres	0
TOTAL	425,1

VARIATION NETTE DU FONDS DE ROULEMENT	(91,2)
--	---------------

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

ÉTAT DES RÉSULTATS SUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2017	2018	2019	2020	2021
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	504 000	504 000	504 000	504 000	504 000
Nombre des actions ordinaires existantes	13 263	13 263	13 263	13 263	13 263
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'Affaires hors taxes	5 330 685	5 492 426	5 366 674	4 522 654	5 205 981
Résultat avant impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	212 722	255 416	353 961	(43 091)	209 474
Résultat après impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	(139 460)	126 038	(4 143)	(185 865)	(189 699)
Bénéfices distribués	0	0	0	0	0
RÉSULTATS PAR ACTION (EN EUROS)					
Résultat après impôt et participation, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	23,07	19,35	30,06	(1,99)	11,61
Résultat après impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	(10,51)	9,50	(0,31)	(14,01)	(14,30)
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	19 160	18 921	18 394	17 333	16 497
Montant de la masse salariale de l'exercice	975 405	954 269	905 614	872 440	927 270
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc...)	386 494	396 067	378 084	465 886	417 649

RÉMUNÉRATION

La rémunération actuelle de Florent MENEGAUX est issue du vote de la 3ème résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 17 décembre 2021. Ladite résolution prévoyait que la rémunération de Florent MENEGAUX était fixée sous réserve d'une approbation par l'Assemblée Générale de la Compagnie Générale des Etablissements Michelin ; approbation qui a été obtenue le 13 mai dernier (9ème résolution soumise à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Compagnie Générale des Etablissements Michelin).

M. Florent MENEGAUX a reçu, au titre de l'exercice 2021, une rémunération fixe de 900 000 euros et a bénéficié d'un véhicule de fonction.

HONORAIRES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 1 210 K euros répartis comme suit : 605 K euros relatifs à la certification des comptes pour PricewaterhouseCoopers Audit et 605 K euros pour Deloitte. Les honoraires hors services de certification s'élèvent à 148 K euros pour PricewaterhouseCoopers ainsi que 65 K euros pour Deloitte.

SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la COMPAGNIE GÉNÉRALE DES ÉTABLISSEMENTS MICHELIN, société en commandite par actions au capital de 357 060 900 euros, ayant son siège social au 23 PLACE DES CARMES DECHAUX - 63000 CLERMONT FERRAND.

Les états financiers consultable sur le site www.michelin.com (rubrique "Finance/Actionnaires individuels/Documents").

Pour copie certifiée conforme

Le 13/06/2022

Le Président


Florent Menegaux (13 juin 2022 13:02 GMT+2)

MFPM - AGOA - Annexes des Comptes Ex 2021

Rapport d'audit final

2022-06-13

Créé le :	2022-06-13
De :	Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
État :	Signés
ID de transaction :	CBJCHBCAABAAisj8JhwQxnhGVCwoHyvYKc5NBroC5zib

Historique « MFPM - AGOA - Annexes des Comptes Ex 2021 »

-  Document créé par Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
2022-06-13 - 09:30:47 GMT- Adresse IP : 165.1.169.211
-  Document envoyé par courrier électronique à Jean-Charles CAMBIER (jean-charles.cambier@michelin.com) pour approbation
2022-06-13 - 09:32:45 GMT
-  Courrier électronique consulté par Jean-Charles CAMBIER (jean-charles.cambier@michelin.com)
2022-06-13 - 10:35:45 GMT- Adresse IP : 80.215.240.214
-  Document approuvé par Jean-Charles CAMBIER (jean-charles.cambier@michelin.com)
Date d'approbation : 2022-06-13 - 10:36:47 GMT - Source de l'heure : serveur- Adresse IP : 80.215.240.214
-  Document envoyé par courrier électronique à Florent Menegaux (florent.menegaux@michelin.com) pour signature
2022-06-13 - 10:36:49 GMT
-  Courrier électronique consulté par Florent Menegaux (florent.menegaux@michelin.com)
2022-06-13 - 11:01:13 GMT- Adresse IP : 176.145.77.141
-  Document signé électroniquement par Florent Menegaux (florent.menegaux@michelin.com)
Date de signature : 2022-06-13 - 11:02:33 GMT - Source de l'heure : serveur- Adresse IP : 176.145.77.141
-  Accord terminé
2022-06-13 - 11:02:33 GMT

MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

Société par actions simplifiée

Place des Carmes Déchaux
CLERMONT FERRAND CEDEX 9 63040

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

Société par actions simplifiée

Place des Carmes Déchaux

92032 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société Manufacture Française Des Pneumatiques Michelin,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Manufacture Française Des Pneumatiques Michelin relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 20 mai 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Deloitte & Associés

Jean-Christophe Georghiou

Frédéric Gourd



MANUFACTURE FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

2021

SOMMAIRE

UNE MEILLEURE FAÇON D'AVANCER



1

COMPTES ANNUELS PAGE 05

1

BILAN PAGE 06

2

COMPTE DE RÉSULTAT PAGE 08

3

ANNEXE PAGE 11

2

RAPPORT DE GESTION PAGE 57

1

ACTIVITÉ & RÉSULTATS PAGE 58

2

AUTRES ÉLÉMENTS LIÉS À L'ACTIVITÉ PAGE 62

3

FILIALES ET PARTICIPATIONS PAGE 64

4

AUTRES INFORMATIONS PAGE 68

GP **ARGENTINE**



COMPTES ANNUELS

BILAN

COMPTE DE RÉSULTAT

ANNEXE


BRUT
2021
AMORT.
PROV.
NET
2021
NET
2020

CAPITAL SOUCRIT NON APPELÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
NOTES 08 À 12	Frais d'établissement	0	0	0	0
	Frais de recherche et de développement	191 315	191 315	0	0
	Concessions, brevets, licences, marques	1 537 675	1 209 312	328 363	319 615
	Fonds commercial	13 052	6 373	6 679	6 679
	Autres immobilisations incorporelles	126 241	0	126 241	133 079
	Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
NOTES 08 À 12	Terrains	73 855	26 794	47 060	47 137
	Constructions	1 185 835	541 858	643 976	635 989
	Installations techniques	2 442 042	1 858 775	583 268	641 336
	Autres immobilisations corporelles	211 141	165 220	45 921	47 445
	Immobilisations corporelles en cours	223 303	4	223 299	176 445
	Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
NOTES 06 & 07	Participations	148 577	19 234	129 343	152 569
	Créances rattachées à des participations	114 758	49 735	65 023	123 148
NOTES 06 & 07	Autres titres immobilisés	11 117	3 221	7 896	7 917
	Prêts	16 756	6 600	10 156	11 485
	Autres immobilisations financières	859	0	859	647
SOUS-TOTAL		6 296 528	4 078 444	2 218 084	2 303 491
STOCKS ET EN-COURS					
NOTE 13	Matières premières	130 504	7 209	123 295	107 331
	En-cours de production	57 530	13 312	44 218	45 583
	Produits intermédiaires et finis	117 246	2 884	114 362	115 805
	Marchandises	97 803	2 330	95 473	100 826
	AVANCES ET ACCOMPTES	5 079	0	5 079	4 596
CRÉANCES					
NOTE 14	Créances clients et comptes rattachés	1 530 460	5 772	1 524 687	1 306 001
	Autres créances	320 731	1 009	319 721	332 208
	Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
VALEUR MOBILIÈRE DE PLACEMENT					
	Actions propres	0	0	0	0
	Autres titres	0	0	0	0
	DISPONIBILITÉS	2 305	0	2 305	2 742
NOTE 15	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	22 587	0	22 587	26 040
SOUS-TOTAL		2 284 246	32 517	2 251 729	2 041 133
TOTAL ACTIF		8 580 773	4 110 961	4 469 813	4 344 624

ACTIF

BILAN**NOTES****2021****2020****CAPITAUX PROPRES**

NOTES 18 & 19	Capital	504 000	504 000
	Prime d'émission, de fusion, d'apports	143 204	143 204
NOTE 17	Ecart de réévaluation	28	28
	Réserve légale	50 400	50 400
	Réserve statutaire ou contractuelle	0	0
	Réserve réglementée	0	0
	Autres réserves	0	0
	Report à nouveau	469 280	655 145
	Résultat exercice antérieur	0	0
	Résultat de l'exercice	(189 699)	(185 865)
	Subvention d'investissement	1 023	179
NOTE 16	Provisions réglementées	408 142	401 139

SOUS-TOTAL**1 386 378 1 568 231****PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

NOTE 16	Provisions pour risques	100 459	59 331
	Provisions pour charges	204 573	100 644

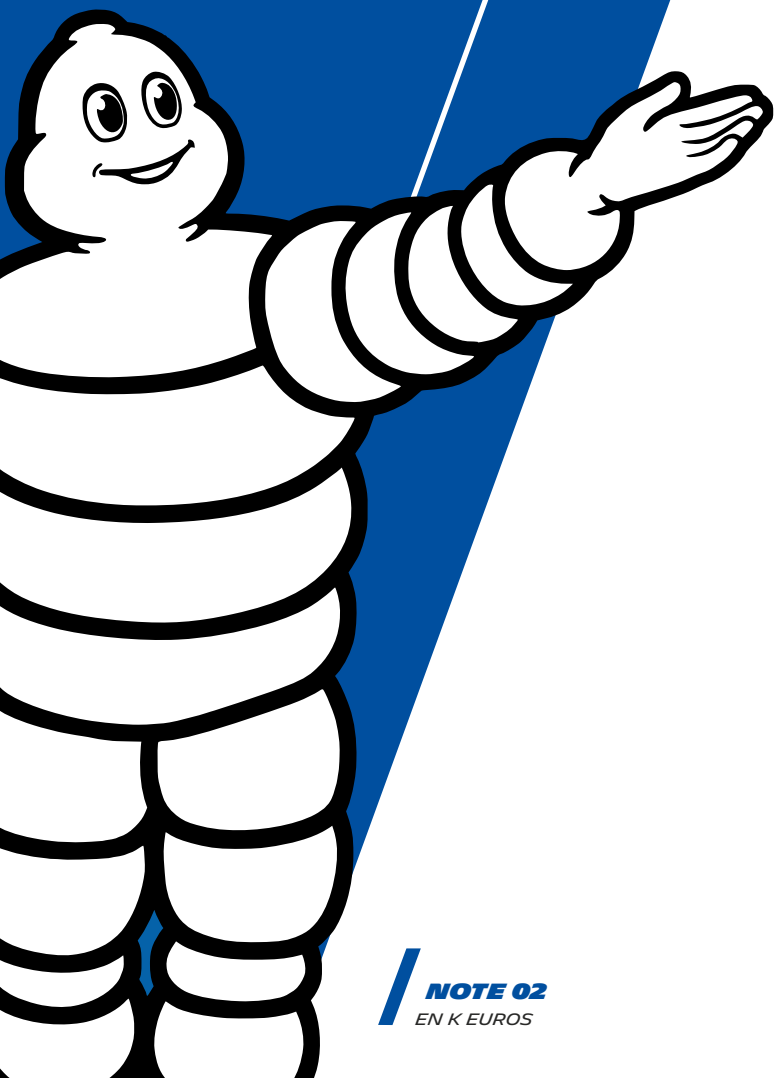
SOUS-TOTAL**305 033 159 975****DETTES**

	Emprunts obligataires convertibles	0	0
	Autres emprunts obligataires	0	0
NOTE 20	Emprunts auprès des établissements de crédit	6 477	8 712
	Emprunts et dettes financières divers	896 687	1 033 851
	Avances et acomptes reçus	129 483	104 400
NOTE 20	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	900 796	748 296
	Dettes fiscales et sociales	524 643	420 315
	Dettes sur immobilisations	83 286	42 619
	Autres dettes	118 380	115 616

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**118 650 142 611****SOUS-TOTAL****2 778 402 2 616 419****TOTAL PASSIF****4 469 813 4 344 624**

	Dont à plus d'un an (hors avances et acomptes reçus)	609 168	123 330
	Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus)	2 162 757	2 388 690
	Dont concours bancaires / soldes créditeurs / billets de trésorerie	6 477	8 712

PASSIF

COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 02
EN K EUROS

NOTES

NOTE 21

PRODUITS D'EXPLOITATION

	2021	2020
Chiffre d'affaires	5 205 981	4 522 654
Dont chiffre d'affaires à l'exportation	2 010 137	1 932 718
Production stockée	(85 534)	(171 595)
Production immobilisée	134 903	127 013
Subvention d'exploitation	6 268	1 769
Reprise sur provisions et amortissements	29 124	93 702
Autres produits	12 065	12 418

TOTAL	5 302 987	4 585 962
--------------	------------------	------------------

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises	1 198 579	1 005 724
Variation des stocks de marchandises	6 266	7 748
Achats de matières premières	707 065	489 562
Variation de stocks de matières premières	4 908	42 096
Autres achats et charges externes	1 473 639	1 346 457
Impôts, taxes et versements assimilés	83 228	112 055
Salaires et traitements	927 270	872 440
Charges sociales	417 649	465 886
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Dotations aux provisions sur amortissement	279 697	273 483
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	20 006	24 164
Dotations aux provisions : risques et charges	22 721	7 403
Autres charges	62 119	50 792

TOTAL	5 203 146	4 697 811
--------------	------------------	------------------

RESULTAT D'EXPLOITATION	99 841	(111 849)
--------------------------------	---------------	------------------

Quote part de résultat sur opérations faites en commun

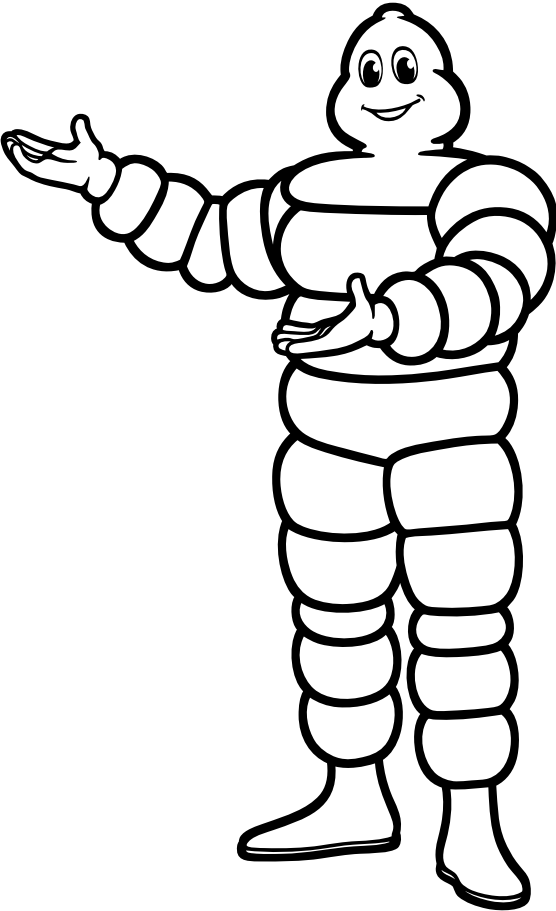
Bénéfice attribué ou perte transférée

Perte supportée ou bénéfice transféré

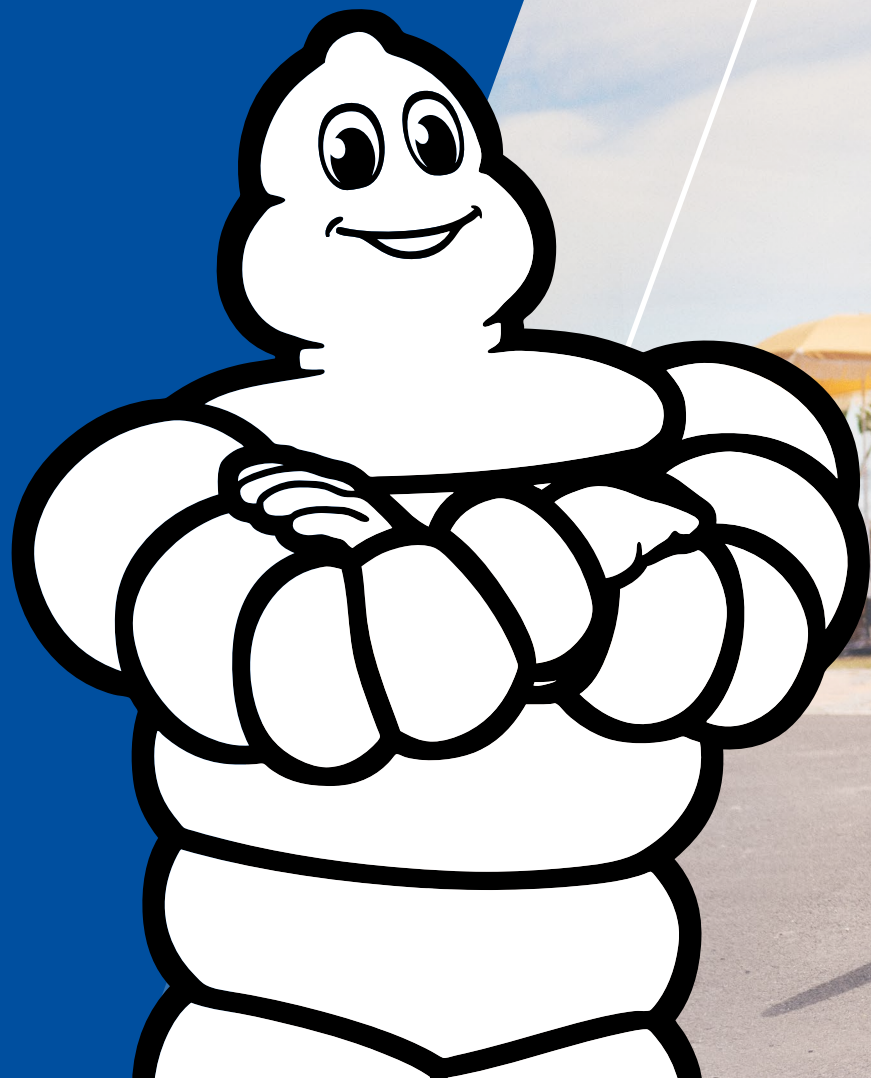
NOTES

2021 **2020**

PRODUITS FINANCIERS		
Participations	5 781	4 263
Autres intérêts	513	564
Reprises sur provisions	1 445	26 769
Différences positives de change	(456)	95
TOTAL	7 283	31 691
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	80 984	18 441
Intérêts et charges assimilées	34 879	34 574
Différences négatives de change	2	(1)
TOTAL	115 866	53 015
RESULTAT FINANCIER	(108 583)	(21 324)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(8 742)	(133 173)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Opérations en capital	37 449	13 189
Reprises sur provisions	326 164	165 158
TOTAL	363 613	178 347
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Opérations de gestion	101 273	102 034
Opérations en capital	201 652	57 528
Dotations aux amortissements et aux provisions	297 072	88 194
TOTAL	599 996	247 756
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(236 383)	(69 409)
NOTE 23		
Participations des salariés aux fruits de l'expansion		
Impôts sur les bénéfices	(55 427)	(16 718)
TOTAL DES PRODUITS	5 673 883	4 795 999
TOTAL DES CHARGES	5 863 582	4 981 864
BENEFICE OU (PERTE)	(189 699)	(185 865)
NOTES 26 & 27		
Dont produits financiers concernant les entreprises liées	136 791	38 436
Dont intérêts concernant les entreprises liées	100 658	30 878



UNE MEILLEURE **FAÇON D'AVANCER**





ANNEXE

SOMMAIRE DES NOTES DE L'ANNEXE

03	PAGE 12	INFORMATIONS GÉNÉRALES
04	PAGE 12	RÈGLES & MÉTHODES COMPTABLES
05	PAGE 18	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
06	PAGE 22	FILIALES & PARTICIPATIONS
07	PAGE 23	FILIALES & PARTICIPATIONS
08	PAGE 24	IMMOBILISATIONS BRUTES
09	PAGE 25	AMORTISSEMENTS
10	PAGE 26	ÉTAT DES PROVISIONS
11	PAGE 27	ÉTAT DES PROVISIONS
12	PAGE 28	IMMOBILISATIONS NETTES
13	PAGE 29	DÉPRÉCIATION DES STOCKS
14	PAGE 30	CRÉANCES
15	PAGE 31	PRODUITS & CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE
16	PAGE 32	VARIATION DES PROVISIONS
17	PAGE 33	VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION
18	PAGE 34	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
19	PAGE 35	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
20	PAGE 36	DETTES
21	PAGE 37	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
22	PAGE 38	CRÉDIT-BAIL
23	PAGE 39	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL
24	PAGE 40	ORGANISME DE FORMATION
25	PAGE 41	ORGANISME DE FORMATION
26	PAGE 42	IMPÔT SUR LE RÉSUTLAT
27	PAGE 43	IMPÔT SUR LE RÉSUTLAT
28	PAGE 44	CHARGES À REPARTIR ET PRIME DE REMBOURSEMENT
29	PAGE 45	ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT
30	PAGE 46	ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU BILAN
31	PAGE 47	PRODUITS À RECEVOIR & CHARGES À PAYER
32	PAGE 48	ENGAGEMENTS FINANCIERS
33	PAGE 49	EFFECTIF MOYEN
34	PAGE 50	QUOTAS D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE
35	PAGE 51	DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES
36	PAGE 52	TABEAU DE FINANCEMENT
37	PAGE 53	RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES
38	PAGE 54	RÉMUNÉRATION & HONORAIRES / SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE

/// INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'exercice a une durée de 12 mois et coïncide avec l'année civile. Les notes et tableaux constituant l'annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Le bilan avant répartition, de l'exercice clos au 31 décembre 2021, fait apparaître un total de 4 469 813 milliers d'euros.

Le compte de résultat de l'exercice, présenté en liste, dégage des produits pour un montant de 5 673 883 milliers d'euros et 5 863 582 milliers d'euros de charges, laissant une perte de 189 699 milliers d'euros.

Les comptes de la Manufacture Française des Pneumatiques Michelin ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon les dispositions du plan comptable général (règlement ANC N° 2016-07 relatif au PCG). Sauf mention particulière, ces principes ont été appliqués de manière homogène sur tous les exercices présentés. ///

/// RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, d'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La préparation des états financiers amène la société à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les éléments comptabilisés sont évalués selon la méthode des coûts historiques, à l'exception de certaines immobilisations qui ont fait l'objet d'une réévaluation légale en 1976.

Immobilisations incorporelles / corporelles -

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes

de règlements, ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976, auxquelles a été appliquée la réévaluation légale.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont incorporés au coût de production dès lors que le projet d'investissement est supérieur à 50 millions d'euros.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées et les coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission sont imputés sur





les primes d'émission et de fusion et, en cas d'insuffisance, comptabilisés en charges. Les frais de recherche ainsi que les coûts de développement sont comptabilisés en charges.

Les coûts de démantèlement et de remise en état sont inclus dans le coût d'acquisition ou de production des immobilisations.

Le mode calcul des amortissements est calculé selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation appliquées au sein du Groupe : de 3 à 7 ans pour les logiciels, 25 ans pour les constructions, 12 ans pour les installations techniques, 12 ans pour les immobilisations liées à l'agencement et aux autres installations, de 2 à 7 ans pour le matériel et outillage, 5 ans pour le matériel de transport et enfin 12 ans pour le matériel de bureau et le mobilier. Les terrains et les immobilisations incor-

porelles dont la durée d'utilité est indéterminée ne sont pas amortis. Depuis le 31 décembre 2013, l'amortissement dégressif fiscal n'est plus pratiqué. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur actuelle de l'immobilisation devient inférieure à sa valeur nette comptable. En application des modifications introduites dans le PCG en 2016, la société a mis en place un test annuel de dépréciation des fonds commerciaux ayant une durée d'utilisation indéterminée. Ces évaluations sont effectuées à partir des données prévisionnelles issues du plan stratégique des Lignes Business.

Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement - La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. A chaque clôture annuelle, la société procède à l'évaluation de la valeur d'utilité de ses titres de participation. Cette valeur d'utilité est estimée en fonction soit de l'actif net comptable, le cas échéant réévalué, soit de la rentabilité et de la perspective d'avenir de la participation,

ainsi que de l'utilité pour la société détentrice des titres. En cas de baisse durable de la valeur d'utilité, et si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée. En cas de cession d'un ensemble de titres de même nature et conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés est déterminée au coût d'achat moyen pondéré.

Sont classés sous la rubrique « Autres Titres Immobilisés » les titres que la société a l'intention de conserver mais dont la détention n'est pas jugée utile au fonctionnement de l'entreprise.

Les dividendes sont comptabilisés à la date de l'Assemblée Générale ayant pris la décision de la distribution.

**PLANÈTE : NEUTRALITÉ CARBONNE
& ÉCONOMIE CIRCULAIRE**

NOUVEAU SIEGE MICHELIN

Stocks - La société applique le système des coûts standards pour la valorisation de ses coûts de production. Le système des coûts standards consiste à substituer des coûts réels par des coûts prévisionnels dans les comptes, puis à enregistrer périodiquement les écarts entre les coûts réels et les coûts prévisionnels.

En 2014 a été déployé le coût standard évolutif intégrant un standard évolutif des matières (réactualisation mensuelle dans un contexte de fluctuation des prix) et un coût façon standard annuel. Après prise en compte des variances mensuelles, cette méthode donne une valorisation proche du coût réel. Le standard évolutif est évalué selon la méthode du coût moyen pondéré.

Tous les flux et inventaires sont valorisés au coût standard évolutif. Les stocks de pneumatiques de l'activité M.F.S

(Michelin Fleet Solution) sont valorisés en fonction d'un taux global d'usure réelle obtenu à partir du processus de pigeage.

Une dépréciation des stocks de produits finis et de marchandises, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé. La dépréciation des pièces de rechange est fonction de la criticité, de la valeur et de la consommation observée de ces pièces. Une dépréciation est également constituée pour couvrir certains risques concernant des matériels en cours de production destinés à l'exportation et des pneumatiques de la Ligne Business Services et Solutions.

Créances - Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La société fait partie du programme européen de Titrisation Michelin. A ce titre, elle cède mensuellement certaines créances. Le programme est déconsolidant au niveau de la société.

Provisions réglementées - Les provisions réglementées inscrites au bilan représentent les différences entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation liées à la durée d'amortissement (usage / utilité ou utilisation) et à l'existence de valeurs résiduelles mesurables et significatives.

La contrepartie annuelle des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat, en

Elles sont évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources. Elles ne sont pas actualisées. Les provisions pour risques sont principalement composées d'une provision au titre des redressements URSSAF, ainsi qu'une provision pour risque sur titre en vue de la fusion de Michelin Travel Partner. Les provisions pour charges sont constituées des provisions au titre des plans de restructuration,

à l'emploi, tels que les indemnités de fin de carrière. L'évaluation de ces avantages à long terme est réalisée annuellement avec l'assistance d'actuaire indépendants. La méthode d'évaluation actuarielle utilisée est la méthode des Unités de Crédit Projetées. Selon cette méthode, de nombreuses informations statistiques et hypothèses sont utilisées pour déterminer les charges, les passifs et les actifs liés aux régimes d'avantages du personnel. Les hypothèses comprennent principalement le taux d'actualisation, le taux d'inflation, le taux d'évolution à long terme des salaires, et le taux d'augmentation des coûts médicaux. Les informations statistiques sont, pour la plupart, liées à des hypothèses démographiques, telles que la mortalité, la rotation du personnel, l'incapacité et l'âge de départ en retraite. Les hypothèses et les informations statistiques utilisées sont déterminées en application des procédures internes en vigueur et en relation avec les actuaires. Les taux d'actualisation sont déterminés en utilisant les outils des actuaires avec des durations identiques à celles des engagements. Les taux de croissance salariale sont basés sur la politique salariale à long terme

PERSONNES : POUR & PAR

charges exceptionnelles, au poste « dotation aux provisions réglementées – amortissements dérogatoires ».

Provisions pour risques et charges - Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir les risques et les charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus au cours de l'exercice 2021 ou d'exercices antérieurs rendent probables.

notamment l'accord ADAPT et du projet La Roche-sur-Yon.

Avantages au personnel - Les salariés de la société bénéficient d'avantages à court terme, tels que les congés payés. Ces avantages sont reconnus dans les dettes à court terme. Les salariés bénéficient également d'avantages à long terme versés pendant l'emploi, tels que les médailles du travail, et postérieurs

et prennent en considération des éléments tels que les tendances de marchés, l'évolution des carrières ou l'ancienneté.

Les taux d'inflation utilisés, sur des durations standards, sont déterminés en utilisant différentes méthodes.

Premièrement, les outils des actuaires basés sur les prévisions cibles publiées par les Banques Centrales, les prévisions du Con-

dans le Groupe au moment du départ à la retraite, taux d'inflation des coûts médicaux, mortalité, invalidité) reflètent les conditions démographiques et économiques observées en France. Les avantages à long terme versés pendant l'emploi sont enregistrés dans les provisions pour risques et charges et les avantages postérieurs à l'emploi figurent en engagements hors bilan.

cours est portée en résultat de change dans le compte de résultat. Les instruments financiers dérivés correspondent aux achats et aux ventes à terme ferme de devises. La valeur comptabilisée correspond à la juste valeur. La totalité de ces opérations est effectuée avec la Compagnie Financière Michelin. Aucun autre instrument financier dérivé, ni de change ni de taux, n'a été utilisé par la société. Depuis 2017, la société applique le règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

PROFIT : ROCE ET CHIFFRE D'AFFAIRES

sensus Economics et des courbes de swaps d'inflation. Deuxièmement, un calcul prenant en compte le différentiel entre les obligations indexées sur l'indice des prix à la consommation et les obligations traditionnelles. Les taux ainsi obtenus sont ajustés d'une prime de risque et de liquidité incluse dans les obligations indexées, ou enfin des moyennes historiques. Les autres hypothèses (âge de départ à la retraite, probabilité de présence

Opérations des éléments en devises et instruments financiers dérivés

- Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances, dettes et disponibilités en monnaies étrangères figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours de fin d'exercice.

La différence (perte ou profit) due à l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier

Disponibilités et concours bancaires - Les concours bancaires sont reclassés en dettes financières.

Impôts et taxes, intégration fiscale & imposition différée

- La société est en déficit fiscal sur cet exercice. Le poste impôt est constitué du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt mécénat. Pour l'impôt sur les sociétés, MFPM est intégrée dans le groupe fiscal constitué par la Compagnie Générale des Etablissements Michelin et ses autres filiales françaises (Article 223A du Code Général des Impôts) depuis l'exercice 2010.



COMMANDER CRUISER

Elle applique dans ses comptes individuels la méthode de l'impôt différé. La charge (ou le produit) d'impôt de l'exercice est égal à l'impôt dû à l'Etat (ou par l'Etat), augmenté ou diminué de l'impôt calculé sur les différences entre résultat comptable et résultat fiscal appelées (ou susceptibles) de se manifester dans l'avenir. La société suit la recommandation 1-20 de l'O.E.C et ne constate pas d'impôts différés passifs relatifs aux provisions réglementées.

Transactions conclues entre parties liées - Il n'existe pas de transactions significatives en cours à la date de clôture ou ayant eu des effets notables sur l'exercice clos, effectuées avec des parties liées, non conclues à des conditions normales de marché.

CICE - Le dispositif du CICE a été remplacé par une réduction de charge sociales sur des critères très proches de l'ancien dispositif.

En juin 2021, la société a reçu le montant de 25,8 millions d'euros au titre du CICE 2017 sur la base de ses effectifs. Ce montant a contribué au financement d'investissements. Parmi ceux-ci, le programme C3M (Roanne et Gravanches), l'aménagement du Bâtiment Agora et le projet Hudson, la rénovation et l'aménagement de plusieurs bâtiments et les pistes / Paddock (Clermont-Ferrand), le projet OSIRIS (Le Puy), l'acquisition de nouvelle machine GC (Montceau). A la clôture, il reste à l'actif de la société les CICE de l'exercices 2018 pour 22,1 millions d'euros qui sera soit imputé sur les impôts des sociétés soit remboursé par l'Etat sur le prochain exercice. ///

/// INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES : PRÉSENTATION DU COMPTE DE RÉSULTAT

Changement de méthode comptable - La société n'a pas réalisé de changement de méthode comptable.

Le système N.O.P.C - Le système N.O.P.C, en place depuis janvier 2002, rationalise les échanges entre les sociétés industrielles et commerciales de l'Europe de l'Ouest. Dans le cadre de ces accords, toutes les ventes au sein des Pays de l'Europe de l'Ouest transitent par Michelin Europe. Depuis l'exercice 2005, les produits finis fabriqués dans un de ces pays et destinés à la vente à des clients hors Groupe dans ce même pays, sont facturés par ladite société industrielle à Michelin Europe puis revendus instantanément à cette même société. A compter de l'exercice 2008, les ventes et les achats de MFPM à Michelin Europe réalisés dans le cadre de ces accords, sont enregistrés en chiffre d'affaires pour un montant strictement équivalent et sont, par conséquent, sans incidence sur le chiffre d'affaires.

PSG - La MFPM comporte des activités qui sont effectuées à son propre bénéfice ainsi qu'aux bénéfices d'autres filiales de Michelin, qualifiées de Prestations de Service Groupe

(PSG). Le siège du Groupe Michelin est actuellement basé en France au sein de la société Manufacture Française des Pneumatiques Michelin (MFPM). La facturation des PSG aux filiales de Michelin est couverte par les « Accords PSG » qui ont été signés d'une part par la société holding la Compagnie Générale des Établissements Michelin (CGEM), basée en France et la sous-holding, Compagnie Financière Michelin SAS (CFM), basée en France, et d'autre part, par chacune des filiales de Michelin bénéficiant des services fournis par le siège du groupe : ces sociétés sont dénommées bénéficiaires. Conformément au premier article de l'accord PSG, CGEM et CFM ont mandaté MFPM pour la fourniture des services PSG en leur nom.

Les PSG sont de deux natures : les services fournis spécifiquement à un bénéficiaire donné et pour lesquels les coûts des services par bénéficiaire sont clairement identifiés, et les services fournis collectivement à un groupe de bénéficiaires et pour lesquels les coûts de service ne peuvent pas être identifiés avec précision pour chaque bénéficiaire.

Faits marquants de l'exercice - Dans le cadre de ses plans de compétitivité industriel et tertiaire, le Groupe a annoncé le 6 janvier 2021 en France la mise en œuvre d'un plan de simplification et de compétitivité renforcé, afin d'améliorer significativement l'agilité et la performance globale de ses activités.

L'accord cadre ADAPT, signé avec les partenaires sociaux le 27 avril 2021, définit les dispositifs d'accompagnement des salariés pendant la durée du projet qui s'articule en trois phases, entre 2021 et 2023, et se décline par la négociation d'accords de Rupture Conventionnelle Collective (RCC) permettant la mise en œuvre des mesures de pré-retraite et de mobilité externe volontaire.

Le Groupe réaffirme ses ambitions de développement en France, consolidant son positionnement sur





les pneumatiques haut de gamme et de spécialité, tout en y poursuivant la localisation de nouvelles activités à forte valeur ajoutée, notamment dans les domaines des services, des matériaux durables, de la transition énergétique et du recyclage.

Les deux premières phases (RCC 1 & 2) ont été comptabilisées en 2021 et concernent les départs sur les exercices 2021 & 2022. Une provision de 209,0 millions d'euros a été constituée sur l'exercice. La mise en place des dispositifs d'accompagnement sur l'exercice 2021 a donné lieu à une reprise de provision de 42,8 millions d'euros.

Dès le début de la crise sanitaire, mi-mars 2020, la MFPM a pris la décision de fournir le Groupe en masques chirurgicaux, réalisant un achat groupé sur

un marché international tendu à hauteur de 57,3 millions d'euros. Une partie des masques a été refacturée à due proportion des livraisons aux différentes sociétés du Groupe. Fin 2020, le stock de 36,9 millions de masques a été déprécié pour ramener chaque pièce à une valorisation unitaire de 0,10€. A la clôture de l'exercice 2021, le stock de masques représente 1,9 million d'unités valorisées à prix de marché de 0,16 €, soit un montant de 0,3 million d'euros.

Sur l'exercice 2021, les coûts COVID-19 nets représentent 2,0 millions d'euros. Le déroulement de cinq plans de sauvegarde de l'emploi engagés de 2013 à 2019 se poursuit : les plans de spécialisation des activités industrielles sur le site de Joué-Les-Tours (2013), la réorganisation du réseau logistique (2014), le rechapage sur le site de la Combaude (2016), le plan Ingénierie Procédé (2016), Plan de volontariat (2017) et restructuration du site de la Roche sur Yon (2019).

Le Groupe a mis en place une nouvelle rémunération variable depuis l'exercice 2020. Ce nouveau dispositif, corrélé au résultat du Groupe, vise à associer tous les salariés au résultat du Groupe. En effet, un

mécanisme de coefficient permet de minorer ou de majorer les bonus Groupe et Equipe en fonction du niveau d'atteinte des critères « Résultat Opérationnel des Secteurs » et « Free Cash Flow libre » du Groupe. Dans le contexte économique de reprise, les calculs conduisent à appliquer un coefficient de majoration de 135%, se traduisant par un bonus Groupe de 50,7 millions d'euros (bruts) et un bonus Equipe de 57,3 millions d'euros (bruts). Au titre de l'accord d'intéressement signé le 10 juin 2020 pour une durée de trois ans, une provision de 43 millions d'euros (bruts) a été constatée au 31 décembre 2021. Le montant total des bonus s'élève ainsi à 151 millions d'euros. A la demande des Gérants du Groupe Michelin, une prime exceptionnelle pour reconnaître la surperformance et les efforts collectifs dans un contexte 2021 très difficile a été comptabilisée pour 8 millions d'euros (bruts).

Evènement postérieurs à la clôture - De même que les autres manufacturiers de pneumatiques, Michelin s'approvisionne en Russie pour certaines matières premières à destination de ses usines européennes.

Compte tenu des difficultés d'approvisionnement et des perturbations logistiques liées au conflit, et afin d'optimiser ses opérations, le Groupe a fait état par communiqué de presse le 3 mars 2022 de la fermeture pour quelques jours de certaines usines en Europe. Cette adaptation a permis de donner la priorité aux segments à plus forte valeur ajoutée pour le Groupe.

L'activation de voies d'approvisionnement alternatives permet cependant de limiter l'impact opérationnel, traduisant la pertinence des procédures de business continuity du Groupe au regard du risque de non-continuité des activités industrielles et du risque de rupture d'approvisionnement.

Les flux financiers liant la MFPM à la Russie sont essentiellement liés aux relations intra-Groupe, les ventes vers des clients en Russie intervenant via la société Transityre B.V. Au-delà des tensions d'approvisionnement et du contexte inflationniste, l'impact de la crise en Ukraine sur la situation bilantielle de la MFPM est considéré à ce jour comme très limité.

Fusion de MTP au sein de MFP - L'activité édition a été apportée par MTP à Michelin Edition courant 2021. La fusion de l'entité Michelin Travel Partner au 1er janvier 2022, apporte l'activité expérience et digitale au sein de MFPM. ///

PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE DEPASSE 1% DU CAPITAL DE LA SOCIETE

	CAPITAL (1)	AUTRES CAP. PROPRES (AVANT RÉSULTAT) (1)	QUOTE-PART DU CAP. DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE DES TITRES	
				BRUTE	NETTE
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
S.N.C. SIMOREP & Cie (CSM) Avenue de la Parquaire - BASSENS (Gironde)	93 605	40 215	99,999%	94 712	94 712
S.N.C. PNEU LAURENT Route de Sauvigny le Bois - 89200 AVALLON	4 420	14 013	99,999%	18 612	18 612
S.A.S. IMECA ZAC du Baconnet Allée des Sapins - 69700 MONTAGNY	5 952	7 549	100%	12 799	12 799
SAS MTP 27, cours de l'Ile SEGUIN - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	15 045	(1 735)	51,11%	19 234	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
-	0	0	0%	0	0

	PRÊTS ET AVANCES (NON REMBOURSÉS)	MONTANT AVALS ET CAUTIONS	CA (1)	BÉNÉFICE NET (B) OU PERTE (P) (1)	DIVIDENDES (ENCAISSÉS)
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
S.N.C. SIMOREP & Cie (CSM) Avenue de la Parquaire - BASSENS (Gironde)	12 994	0	213 802	1 978 (B)	1 980
S.N.C. PNEU LAURENT Route de Sauvigny le Bois - 89200 AVALLON	2 850	0	68 529	1 297 (B)	1 296
S.A.S. IMECA ZAC du Baconnet Allée des Sapins - 69700 MONTAGNY	14 819	0	48 404	2 185 (B)	2 076
SAS MTP 27, cours de l'Île SEGUIN - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	49 735	0	37 151	66 394 (P)	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
-	0	0	0	0	0

(1) Exercice clos au 31/12/2020

FILIALES & PARTICIPATIONS

AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	CAPITAL (1)	AUTRES CAP. PROPRES (AVANT RÉSULTAT) (1)	QUOTE-PART DU CAP. DÉTENU	VALEUR COMPTABLE DES TITRES	
				BRUTE	NETTE
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
Filiales françaises	0	0	0%	1 220	1 220
Filiales étrangères	0	0	0%	157	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
Sociétés françaises	0	0	0%	4 837	3 934
Sociétés étrangères	0	0	0%	2 000	2 000
	PRÊTS ET AVANCES (NON REMBOURSÉS)	MONTANT AVALS ET CAUTIONS	CA (1)	BÉNÉFICE NET (B) OU PERTE (P) (1)	DIVIDENDES (ENCAISSÉS)
FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL)					
Filiales françaises	0	0	ND	0	424
Filiales étrangères	0	0	ND	0	0
PARTICIPATIONS (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU)					
Sociétés françaises	0	0	ND	0	0
Sociétés étrangères	0	0	ND	0	0

(1) Exercice clos au 31/12/2020

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ BRUT

	VALEURS BRUTES 01/01/2021	FUSIONS	ACQUISITIONS	CESSIONS / MISES EN SERVICE	VALEURS BRUTES 31/12/2021
Frais d'établissement / recherche et développement	191 315	0	0	0	191 315
Autres immobilisations incorporelles (1)	1 568 002	0	251 539	142 572	1 676 969
Immobilisations corporelles	4 199 635	0	371 034	434 493	4 136 176
Immobilisations financières	450 774	0	24 206 314	24 365 020	292 068
TOTAL	6 409 727	0	24 828 887	24 942 085	6 296 528

(1) Dont 13 052 K€ de fonds de commerce : SCANIA pour 5 927 K€, PLA pour 1 800 K€, mali technique pour 5 325 K€

AMORTISSEMENTS

	01/01/2021	FUSIONS	AUGM.	DIM.	31/12/2021
Frais d'établissement, recherche et développement	191 315	0	0	0	191 315
Autres immobilisations incorporelles	1 106 331	0	118 121	11 038	1 213 415
Immobilisations corporelles	2 577 753	0	162 992	211 792	2 528 953
Immobilisations financières	0	0	0	0	0
TOTAL	3 875 400	0	281 113	222 830	3 933 683

ÉTAT DES PROVISIONS (1)

	01/01/2021	FUSIONS	DOTATIONS	REPRISE	31/12/2021
Frais d'établissement, recherche et développement	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	2 297	0	0	26	2 271
Immobilisations corporelles	73 530	0	17 844	27 675	63 699
Immobilisations financières	155 008	0	55 613	131 830	78 791
TOTAL	230 835	0	73 457	159 531	144 761

(1) Les provisions relatives aux actifs immobilisés seront expliquées en Note 11

ÉTAT DES PROVISIONS

ÉTAT DES PROVISIONS	01/01/2021	DOTATIONS	REPRISES	31/12/2021
PROVISIONS REGLEMENTEES	401 139	67 668	60 666	408 142
PROVISIONS POUR RISQUES / CHARGES				
Provisions pour risques (1)	59 331	47 131	6 003	100 459
Provisions pour charges (2)	100 644	209 179	105 249	204 573
SOUS-TOTAL	159 975	256 310	111 252	305 033
DÉPRÉCIATION				
Des immobilisations incorporelles	2 297	0	26	2 271
Des immobilisations corporelles	73 530	17 844	27 675	63 699
Des immobilisations financières (3)	155 008	55 613	131 830	78 791
Des stocks (4)	33 517	15 257	23 039	25 735
Des créances	2 214	6 813	2 245	6 782
SOUS-TOTAL	266 567	95 526	184 815	177 278
TOTAL	827 681	419 505	356 733	890 452
Dont dotations et reprises d'exploitations		42 727	29 124	
Dont dotations et reprises financières		80 984	1 445	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		295 793	326 164	
TOTAL		419 505	356 733	

(1) Provision pour risques : dotation de 47 M€ dont 25,3 M€ de provision pour titres de MTP, 20,3 M€ de prov litiges et contentieux, 1M€ de provision de dépollution et 0,4 M€ de litiges PSA

(2) Provision pour charges : dotation de 209,2 M€ dont dotation pour projet Aurore RCC2 pour 12,1 M€, Simply RCC2 pour 85,5M€, Aurore RCC1 pour 27,1 M€, Simply RCC1 pour 84,3 M€ et 0,2 M€ de dotation pour les médailles du travail

(3) Correspond aux provisions pour titres de participation

(4) Voir détail des stocks en Note 13

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ NET

	VALEURS NETTES 01/01/2021	FUSIONS	ACQUISITIONS	CESSIONS / MISES EN SERVICE	VALEURS NETTES 31/12/2021
Frais d'établissement / recherche et développement	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	459 374	0	133 418	131 508	461 283
Immobilisations corporelles	1 548 352	0	190 198	195 026	1 543 524
Immobilisations financières	295 766	0	24 150 701	24 233 190	213 277
TOTAL	2 303 491	0	24 474 317	24 559 724	2 218 084

DÉPRÉCIATION DES STOCKS

ÉTAT DES PROVISIONS SUR STOCKS

	01/01/2021	DOTATION	REPRISE	31/12/2021
Matières Premières	43	363	22	384
Pièces de rechange (1)	18 569	6 135	17 575	7 129
En-cours de production (2)	6 220	7 621	834	13 008
Produits Finis (3)	5 442	(52)	2 506	2 884
Marchandises (4)	3 243	1 189	2 103	2 330
TOTAL	33 517	15 257	23 039	25 735

- (1) Reprise de la dépréciation des masques pour 15 M€ et dotation de 4 M€ d'OVER-STOCK

(2) Dotation de 7,6 M€ pour la machine Cobra et reprise de 0,8 M€ liée à la machine Hévée
- (3) Reprise pour 2,5 M€ dont 1,8 M€ de reprise pour coupe MSP, 0,3 M€ de reprise de provision pour la LB 2WH

(4) Reprise pour 2,1 M€ dont 1,1 M€ de stock de roues métro et 0,3 M€ d'anneaux

ETAT DES CRÉANCES (1)

	31/12/2021	< 1 AN	> 1 AN
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé	0	0	0
Créances rattachées à des participations	114 758	114 758	0
Prêts	16 756	6 940	9 816
Autres immobilisations financières	859	0	859
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes	5 079	5 079	0
Créances clients et comptes rattachés	1 530 460	1 530 460	0
Autres créances	320 731	182 665	138 066
Capital souscrit appelé non versé	0	0	0
Charges constatées d' avance	22 587	22 587	0
TOTAL	2 011 231	1 862 490	148 741

(1) Cessions de créances commerciales :

Dans le cadre du programme de titrisation du Groupe, la Société cède une partie de ses créances commerciales. L'encours des créances commerciales cédées au 31 décembre 2021 s'élève à : 278 981 K€.

Ce montant tient compte de la cession du 18 janvier 2022, qui inclut la facturation de décembre 2021 pour un montant de : 132 753 K€.

PRODUITS & CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE

<i>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</i>	
Produits d'exploitation ⁽¹⁾	118 650
Produits financiers	0
TOTAL	118 650

(1) La société est amenée à conclure des accords pluriannuels avec des clients, qui comportent une promesse relative à la capacité à fournir les produits, en échange d'une considération spécifique. Celle-ci est payée préalablement à la réalisation des obligations de fournitures des produits qui vont s'étaler sur la durée du contrat. A ce titre, cette promesse est considérée comme liée à la fourniture des produits et sera reconnue en revenu au fur et à mesure de l'exécution de cette dernière. A réception du paiement, un passif sur contrat est constaté.

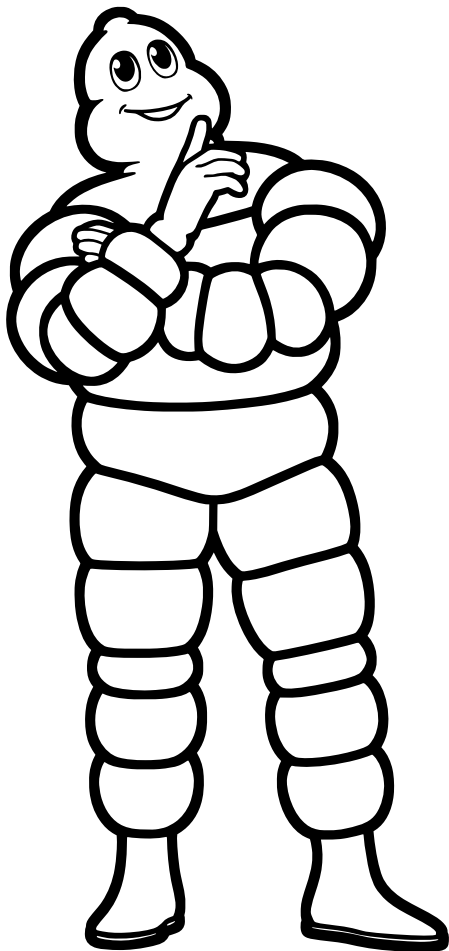
<i>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</i>	
Charges d'exploitation	22 587
Charges financières	0
TOTAL	22 587

ÉTAT DES VARIATIONS DES PROVISIONS

	01/01/2021	DOTATIONS	REPRISE (PROVISION UTILISÉE)	REPRISE (PROVISION NON UTILISÉE)	CHANGEMENT MÉTHODE	VARIATION PÉRIMÈTRE	AUTRE	31/12/2021
PROVISIONS POUR RISQUES								
Pour litiges et contentieux	53 298	20 384	5 063	0	0	0	0	68 619
Pour risques environnementaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques	6 033	26 747	939	0	0	0	0	31 840
SOUS-TOTAL	59 331	47 131	6 003	0	0	0	0	100 459
PROVISIONS POUR CHARGES								
Pensions / obligations similaires	12 460	180	623	0	0	0	0	12 017
Autres provisions pour charges (1)	88 183	208 999	100 416	4 211	0	0	0	192 556
SOUS-TOTAL	100 644	209 179	101 038	4 211	0	0	0	204 573
TOTAL	159 975	256 310	107 041	4 211	0	0	0	305 033

(1) Dont la totalité concerne les provisions pour restructurations

VARIATION DE LA **RÉSERVE DE RÉÉVALUATION**



VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION

	01/01/2021	VARIATIONS	31/12/2021	ECART INCORPORÉ AU CAPITAL
Participations	28	0	28	0
TOTAL	28	0	28	0

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2021</i>	1 568 231
Variations des amortissements dérogatoires	7 002
Subventions d'investissement	844
Résultat 2021	(189 699)
<i>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2021</i>	1 386 378

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	NB ACTIONS	VALEUR NOMINALE (EN EUROS)
01/01/2021	13 263 158	38
31/12/2021	13 263 158	38

VARIATION DES **CAPITAUX PROPRES**

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES							
	31/12/2021	31/12/2020	VARIATION	AFFECT. RESULTAT	FUSION	PAR. RESULTAT	AUGM.
CAPITAL	504 000	504 000	0	0	0	0	0
PRIMES DE FUSION, D'EMISSION, D'APPORT	143 204	143 204	0	0	0	0	0
ECART DE REEVALUATION	28	28	0	0	0	0	0
RESERVES							
Réserve légale	50 400	50 400	0	0	0	0	0
Réserve statutaires / contractuelles	0	0	0	0	0	0	0
Réserves réglementées	0	0	0	0	0	0	0
Autres réserves	0	0	0	0	0	0	0
REPORT A NOUVEAU	469 280	655 145	(185 865)	(185 865)	0	0	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE ANTERIEUR	0	0	0	0	0	0	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	(189 699)	(185 865)	(3 834)	185 865	0	(189 699)	0
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 023	179	844	0	0	0	844
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	408 142	401 140	7 002	0	0	7 003	0
TOTAL	1 386 378	1 568 230	(181 853)	0	0	(182 696)	844

ÉTAT DE L'ENDETTEMENT BRUT (1)

	31/12/2021	< 1 AN	> 1 AN	> 5 ANS
Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (hors concours bancaires courants)	0	0	0	0
Concours bancaires courants	6 477	6 477		
Emprunts et dettes financières divers	896 687	375 370	516 368	4 949
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	129 483	129 483	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	900 796	900 796	0	0
Dettes fiscales et sociales	524 643	524 643	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	83 286	83 286	0	0
Autres dettes	118 380	118 380	0	0
Produits constatés d'avance	118 650	30 798	82 852	5 000
TOTAL	2 778 402	2 169 234	599 220	9 949

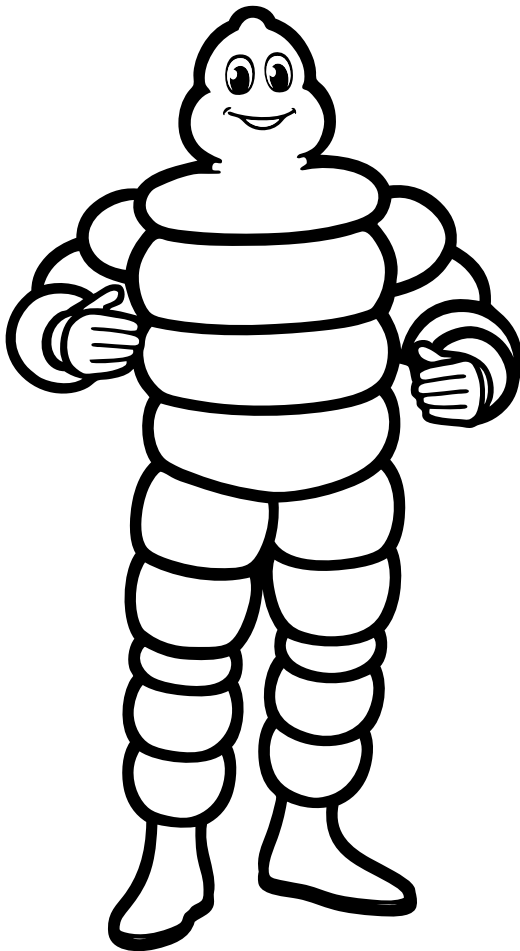
DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES (2)

	MONTANT GARANTI
Emprunts auprès des établissements de crédit	0
TOTAL	0

(1) Ce tableau présente la ventilation de l'endettement brut présent au passif du bilan par date d'échéance

(2) L'entreprise ne compte aucune dette qui serait garantie par des sûretés réelles

VENTILATION DU **CHIFFRE D'AFFAIRES**



<i>CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PRODUIT / ZONE GÉOGRAPHIQUE</i>	
Produits finis - Pneus et roues	2 896 947
Matériel	134 250
Matières premières et semi-finis	428 506
Prestations de services	1 427 488
Divers	318 791
TOTAL	5 205 981
Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger	3 195 844
Chiffre d'affaires réalisé en France	2 010 137
TOTAL	5 205 981

ENGAGEMENTS CREDIT-BAIL

	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS / MATÉRIEL / OUTILLAGE	AUTRES	TOTAL
VALEUR D'ORIGINE	0	0	0	0	0
AMORTISSEMENTS					
Cumuls exercices antérieurs	0	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
REDEVANCES PAYEES					
Cumuls exercices antérieurs	0	0	0	0	0
Exercice	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
REDEVANCES RESTANT A PAYER					
A un an au plus	0	0	0	0	0
A plus d'un an et cinq ans au plus	0	0	0	0	0
A plus de cinq ans	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0
VALEUR RESIDUELLE					
A un an au plus	0	0	0	0	0
A plus d'un an et cinq ans au plus	0	0	0	0	0
A plus de cinq ans	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Sur opération de gestion	0
Sur opérations en capital	37 449
Reprise sur provisions et transferts de charges (1)	326 164
TOTAL	363 613

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Sur opération de gestion (2)	101 273
Sur opérations en capital	201 652
Dotations aux amortissements et aux provisions (3)	297 072
TOTAL	599 996
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(236 383)

(1) Dont :	
Reprises sur amortissements dérogatoires	60 666
Reprises sur provisions pour risques et charges	107 412
Reprises provisions HG	107 412
Reprises pour dépréciation des immobilisations	158 086
Immobilisations financières	130 385
Immobilisations corporelles	27 701

(2) Dont :	
Charges décaissées	101 273
RCC1	39 671
RCC2	499
ME	169
RLF2	119
COMBAUDE	7
VEYGOUX	21 863
RYO	38 302
FTG	634
Divers	9

(3) Dont :	
Amortissements dérogatoires	67 668
Amortissements pour risques et charges	208 218
Restructuration RCC1	110 647
Restructuration RCC2	97 571
Provisions pour dépréciations des immobilisations	21 185
Dépréciation des immobilisations incorporelles	0
Dépréciation des immobilisations corporelles	21 185

RESSOURCES DE L'ORGANISME

	31/12/2021		31/12/2020	
RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES & ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALARIÉS				
Entreprises	1 633	99,95%	933	100%
Etat, collectivités locales, établissements publics	1	0,05%	0	0%
Entreprises via Fongecif, OMA, FAF	0	0%	0	0%
Particuliers	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	1 633	100%	933	100%
RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS				
Instances européennes	0	0%	0	0%
Etat	0	0%	0	0%
Régions	0	0%	0	0%
Autres collectivités territoriales	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	0	0%	0	0%
Autres organismes de formation	0	0%	0	0%
Autres ressources	0	0%	0	0%
SOUS-TOTAL	0	0%	0	0%
TOTAL	1 633	100%	933	100%

ORGANISME DE **FORMATION**

FINALITES DES ACTIONS DE FORMATION

	31/12/2021		31/12/2020	
Certifiantes (CQP)	59	4%	33	4%
Perfectionnement professionnel et qualifiant	1 573	96%	900	96%
Insertion sociale	0	0%	0	0%
TOTAL	1 633	100%	933	100%

FORMATION & RESSOURCES PUBLIQUES

	31/12/2021	31/12/2020
Convention	Néant	Néant

<i>RAPPROCHEMENT CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE / CALCULÉE</i>	
Impôt théorique, hors retenues à la source	(63 316)
Différences permanentes	7 672
Effet des différences de taux (entre le taux en vigueur et le taux réel)	26 171
Autres effets (*)	(27 986)
Effet changement de taux sur stock IDA à la clôture 2021	2 033
Impôt au compte de résultat, hors retenues à la source	(55 427)
(*) Dont :	
CIR 2021	(30 200)
Mécénat et autres CI	(5 282)
Mécénat, CIR & CIA N-1	9 902
Regul ID sur la réintégration de Rouvignies en 2020	(2 406)
TOTAL	(27 986)

<i>VENTILATION DES IMPÔTS AU COMPTE DE RESULTAT</i>	
Impôts exigibles	(25 581)
Impôts différés	(29 846)
SOUS-TOTAL	(55 427)
Retenues à la source	0
TOTAL	(55 427)

IMPÔTS DIFFÉRÉS NON COMPTABILISÉS 0

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

	31/12/2020	AUGM.	DIM.	31/12/2021
Impôts différés au titre des actifs	49 160	30 170	324	79 006
Impôts différés au titre des passifs	0	0	0	0
TOTAL	49 160	30 170	324	79 006
Décomposé en				
Différences temporelles	40 948	30 170	0	71 118
Reports déficitaires	8 211	0	324	7 888

EN FONCTION DE LA NATURE DU RESULTAT

	COURANT	EXCEPTIONNEL
Impôt exigible	(25 581)	0
Impôt différé	(4 812)	(25 034)

ÉTAT DES CHARGES A REPARTIR ET PRIMES DE REMBOURSEMENT					
	01/01/2021	FUSION	AUGMENTATION (DOTATIONS)	DIMINUTION (ACTIF SORTI)	31/12/2021
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0	0

ÉLÉMENTS **RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT**

PRÉSENTATION DES ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT (1)

	ENTREPRISES LIÉES (VALEUR NETTE)	ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION AVEC LA MFPM (VALEUR NETTE)
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	79 404	0
Intérêts et charges assimilées	21 254	0
Différence négatives de change	0	0
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	5 776	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	450	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	130 565	0
Différences positives de change	0	0

(1) Ce tableau nous indique pour les éléments relevant du compte de résultat les montants pour lesquels la MFPM a un lien de participation

PRÉSENTATION DES ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU BILAN (1)

	ENTREPRISES LIÉES (VALEUR NETTE)	ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION AVEC LA MFPM (VALEUR NETTE)
Participations	129 343	0
Créances rattachées à des participations	65 023	0
Autres titres immobilisés	0	0
Prêts	0	0
Autres immobilisations financières	0	0
Avances et acomptes versés sur commande	0	0
Créances clients et comptes rattachés	1 207 683	0
Autres créances	188 345	0
Charges constatées d'avance	10	0
Emprunts et dettes financières divers	717 192	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	129 483	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	604 488	0
Dettes fiscales et sociales	114	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 050	0
Autres dettes	36 661	0
Produits constatés d'avance	302	0

(1) Ce tableau nous indique pour les éléments relevant du bilan les montants pour lesquels la MFPM a un lien de participation

PRODUITS À RECEVOIR & CHARGES À PAYER

PRODUITS À RECEVOIR	
Autres titres immobilisés	388
Créances clients et comptes rattachées	287 987
Autres créances	3 776
Valeurs Mobilières de Placement	0
Disponibilités	0
TOTAL	292 151

CHARGES À PAYER	
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts auprès des établissements de crédits	0
Emprunts divers	695
Dette fournisseurs et comptes rattachés	155 852
Dettes fiscales et sociales	434 787
Autres dettes	98 454
TOTAL	689 788

ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS DONNES

Effets à l'encaissement impayés	0
Avals, cautions et garanties	2 670
Engagements en matière d'indemnités de départ en retraite (1)	786 300
Engagements en matière de mutuelle obligatoire (1)	79 376
Retraites supplémentaires (1)	365 307
Autres engagements donnés	21 402

TOTAL 1 255 055

ENGAGEMENTS REÇUS 6 145

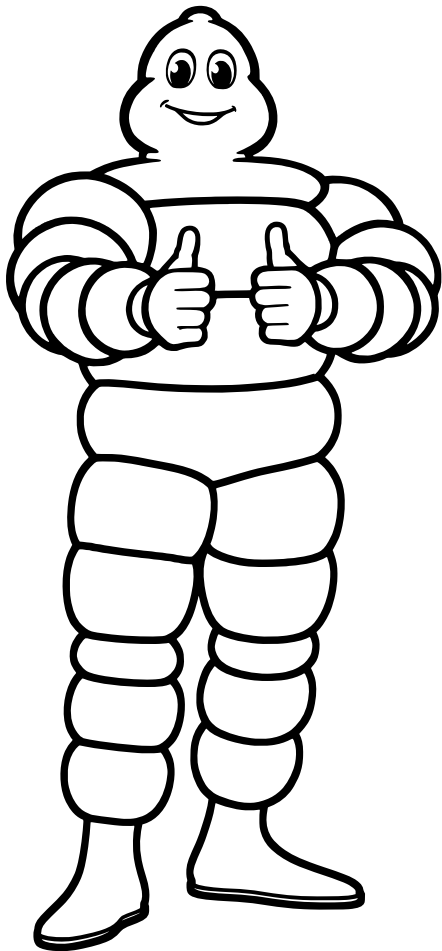
	INFLATION	ACTUALISATION
Débit de non-concurrence	1,95%	0,85%
Indemnités de départ en retraite	2,00%	1,00%
Majoration Agents	1,95%	0,85%
Médailles ou Prime d'ancienneté	0%	0,85%
Retraite supplémentaire	1,90%	0,55%
Mutuelle	2,00%	1,00%
Rentes Loi Evin	0%	0,55%

(1) Sur la base des règlements internes de chaque régime, des actuaires indépendants calculent la valeur actualisée des obligations futures de l'employeur (D.B.O.) pour les avantages à long terme comptabilisés en provisions pour risques et charges et les avantages postérieurs à l'emploi présentés en engagements hors bilan. Ces évaluations actuarielles ont été effectuées sur la base des tables de mortalité les plus récentes (utilisation des tables de mortalité pré retraite : TF / TH 14-16 et post retraite : TGH 05 TGF 05). Les calculs ont été réalisés en utilisant : un âge de départ à la retraite de 62 ans pour les personnes nées avant 1959, un âge de départ à la retraite compris entre 61,3 et 66,58 ans selon la catégorie de personnel pour les personnes nées à partir de 1959, un taux de mobilité (entre 0 et 6,36%, selon l'âge et la catégorie de l'employé, déterminé uniquement sur les démissions pour les régimes d'indemnités de fin de carrière, et entre 0 et 8,60%, selon l'âge et la catégorie de l'employé, déterminé sur les démissions et les licenciements pour les autres régimes).

RISQUES DE MARCHÉ

La politique de la société est de couvrir la quasi-totalité de ses positions de change. Pour les flux intra Groupe, le risque de change est couvert par achats ou ventes à terme de devises (forwards). Pour les flux hors Groupe, des couvertures de change sont faites au comptant (spot) pour la devise USD. Pour les autres devises, le risque n'est pas significatif et n'est pas couvert. Au 31/12/2021, au regard de l'ensemble des financements, il n'y a pas de contrats fermes ou optionnel en cours.

EFFECTIF MOYEN



ÉTAT DES EFFECTIFS

	SALARIES	MIS A DISPOSITION
Agents	6 462	
Collaborateurs	3 643	1 427
Cadres et assimilés	6 392	
TOTAL	16 497	1 427

QUOTAS D'EMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE			
	QUOTAS	COURS	EN K EUROS
Quotas 2015	26 941	7,15	193
Quotas 2016	30 726	5,00	154
Quotas 2017	52 776	5,24	277
Quotas 2018	77 619	10,1	784
Quotas 2019	87 941	21,69	1 907
Quotas 2020	87 530	17,08	1 495
TOTAL	363 532		4 809

La société a comptabilisé dans ses comptes, en stocks, les quotas qui lui ont été délivrés. Pour 2021 les quotas qui lui ont été délivrés sont de 13 073 pour une valeur de 1 045 milliers d'euros.

La méthode comptable adoptée pour évaluer les stocks de quotas et unités assimilées : PEPS (Premier entré, Premier Sorti)

Aucune dépréciation n'a été constatée.

Le modèle économique retenu pour gérer et comptabiliser les quotas et unités assimilées : "production"

L'arrêté français fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2021-2025 a été publié le 22 décembre 2021 au journal officiel.

Pour rappel, les allocations de quotas affectés à titre gratuits pour l'année 2021 (au titre de la période 2021-2025) versées aux sites concernés se sont élevés à 12 584.

Les estimations énergétiques sont transcrites en émissions de CO² en utilisant les facteurs d'émission (fixés par la réglementation ou calculés à partir de données sources fournies par les Gestionnaires de Réseau de Transport du gaz naturel).

Les émissions en tonnes de CO₂ équivalent, en 2021, ont diminué de 14,9% par rapport à celles de 2020. Elles correspondent en 2021 à 57 134 tonnes de CO₂ équivalent.

Un comité de gestion du CO² se réunit tous les trimestres pour suivre et piloter les émissions de CO² pour le groupe.

Les allocations dues au titre des années 2021 à 2025 sont versées, chaque année, sur les comptes du registre Européen.

DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES

NATURE DES DÉPENSES EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE (1)

	INVESTISSEMENTS	CHARGES D'EXPLOITATION
Réduction des émissions de COV	225	0
Suppression des gaz qui apprauvissent la couche ozone (CFC / Halon / HCFC)	113	14
Réduction des odeurs hors site		0
Autres mesures de prévention des pollutions de l'air	184	0
Construction / modification d'une station de traitement d'eaux usées ou autre unité de traitement	699	0
Suppression de PCB / pyralène dans des transformateurs	82	0
Autres mesures de prévention des pollutions des eaux de surface	177	10
Rétentions, étanchéité des sols	287	75
Autres mesures de prévention des pollutions du sol et eaux souterraines	55	8
Réduction et recyclage des déchets	827	2
Consommation d'eau	32	246
Consommation d'énergie	3 397	106
Réduction des gaz à effet de serre	10	102
Autres mesures	102	93
TOTAL	6 191	658

(1) Dans le cadre de la politique du Groupe en matière environnementale, la société a réalisé en 2021 dans ses différents sites, les principales dépenses énumérées ci-dessus.



TABLEAU DE FINANCEMENT

RESSOURCES

Capacité d'autofinancement de l'exercice	318,3
Augmentation des capitaux propres	0,0
Diminutions d'actif immobilisé	14,7
Augmentation des dettes financières	0,0
Autres	0,9

TOTAL 333,9

EMPLOIS

Dividendes	0
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé	288,5
Remboursements de dettes financières	136,6
Diminution des capitaux propres	0
Autres	0

TOTAL 425,1

VARIATION NETTE DU FONDS DE ROULEMENT (91,2)

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**ÉTAT DES RÉSULTATS SUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES**

	2017	2018	2019	2020	2021
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	504 000	504 000	504 000	504 000	504 000
Nombre des actions ordinaires existantes	13 263	13 263	13 263	13 263	13 263
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'Affaires hors taxes	5 330 685	5 492 426	5 366 674	4 522 654	5 205 981
Résultat avant impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	212 722	255 416	353 961	(43 091)	209 474
Résultat après impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	(139 460)	126 038	(4 143)	(185 865)	(189 699)
Bénéfices distribués	0	0	0	0	0
RÉSULTATS PAR ACTION (EN EUROS)					
Résultat après impôt et participation, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	23,07	19,35	30,06	(1,99)	11,61
Résultat après impôt, participation et charges calculées (amortissements et provisions)	(10,51)	9,50	(0,31)	(14,01)	(14,30)
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	19 160	18 921	18 394	17 333	16 497
Montant de la masse salariale de l'exercice	975 405	954 269	905 614	872 440	927 270
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc...)	386 494	396 067	378 084	465 886	417 649

/// RÉMUNÉRATION

La rémunération actuelle de Florent MENEGAUX est issue du vote de la 3ème résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 17 décembre 2021. Ladite résolution prévoyait que la rémunération de Florent MENEGAUX était fixée sous réserve d'une approbation par l'Assemblée Générale de la Compagnie Générale des Etablissements Michelin ; approbation qui a été obtenue le 13 mai dernier (9ème résolution soumise à l'Assemblée Générales des Actionnaires de la Compagnie Générale des Etablissements Michelin).

M. Florent MENEGAUX a reçu, au titre de l'exercice 2021, une rémunération fixe de 900 000 euros et a bénéficié d'un véhicule de fonction.

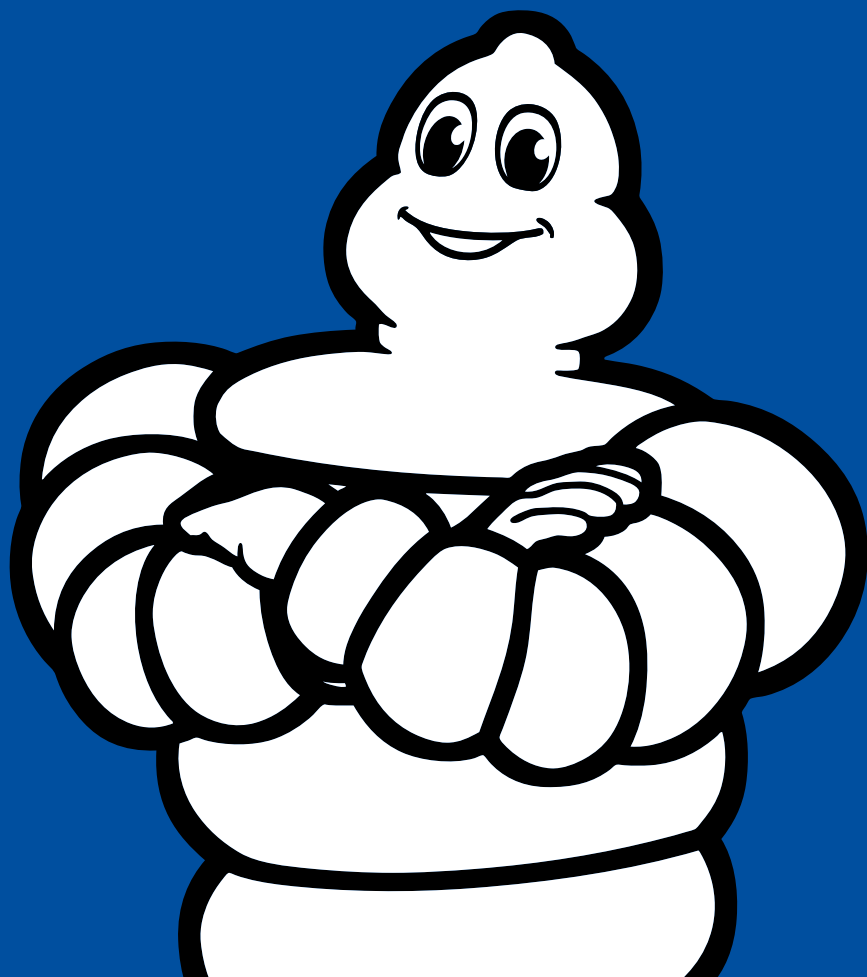
/// HONORAIRES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 1 210 K euros répartis comme suit : 605 K euros relatifs à la certification des comptes pour Pricewaterhouse-Coopers Audit et 605 K euros pour Deloitte. Les honoraires hors services de certification s'élèvent à 148 K euros pour Pricewaterhouse-Coopers ainsi que 65 K euros pour Deloitte.

/// SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN, société en commandite par actions au capital de 357 060 900 euros, ayant son siège social au 23 PLACE DES CARMES DECHAUX - 63000 CLERMONT FERRAND.

Les états financiers consultable sur le site www.michelin.com (rubrique "Finance/Actionnaires individuels/Documents").



MICHELIN EN **FORMULA E**



2

RAPPORT DE GESTION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DES ACTIONNAIRES DU 09 JUIN 2022

Monsieur Florent MENEGAUX, Président, a établi le présent rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé, conformément aux dispositions des statuts et de l'article L. 227-9 du Code de commerce, aux fins de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021, par l'Associée unique, la société COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN.

ACTIVITÉ & RÉSULTATS

AUTRES ÉLÉMENTS LIÉS À L'ACTIVITÉ

FILIALES ET PARTICIPATIONS

AUTRES INFORMATIONS

ACTIVITÉ & RÉSULTATS



Pour l'exercice 2021, le chiffre d'affaires total hors taxe de la Manufacture s'élève à 5 206 millions d'euros, en hausse de 15,1% par rapport à celui de l'exercice 2020. Le chiffre d'affaires relatif aux pneumatiques augmente de 15,1% et celui des ventes de matières premières, produits semi-finis, matériels et autres activités annexes de 15,1%.

Des moyens de fabrication industrielle de masques ont été déployés dès fin 2020 au sein de la MFPM en substitution des moyens d'urgence mis en place par la société en début de crise sanitaire. Au cours de l'exercice 2021, les stocks importants n'ont pas été totalement utilisés par la société, qui a ainsi réalisé plusieurs dons afin de permettre l'utilisation de masques dont la revente était devenue

CHIFFRES CLES	2021	2020	Var. (%)
Chiffre d'affaires total	5 206,0	4 522,7	15,1
France	3 195,8	2 589,9	23,4
Export	2 010,1	1 932,7	4,0
Produits pneus vendus	2 896,9	2 516,1	15,1
France	2 548,3	2 033,7	25,3
Export	348,6	482,4	(27,7)
Autres produits vendus	577,6	475,4	21,5
France	36,2	28,3	28,0
Export	541,5	447,2	21,1
Services vendus	1 731,4	1 531,1	13,1
France	611,3	528,0	15,8
Export	1 120,1	1 003,1	11,7

impossible suite à une évolution de réglementation.

L'exercice 2021 est marqué par un climat de reprise post-crise COVID, inflationniste sur la fin de l'année : alors que les marchés du remplacement ont été dynamiques, la première monte a souffert de la reprise des constructeurs automobiles plus modérée en raison des tensions d'approvisionnement en semi-conducteurs.

Dans ce contexte économique, le Résultat Opérationnel des Secteurs s'établit à 147,7 millions d'euros, en hausse de 274% par rapport à l'exercice 2020.

En Première monte, le chiffre d'affaires global augmente de 4,0% : le retrait des ventes AOE (-17,9 millions d'euros) est compensé par la progression de celles de TLD (20,8 millions d'euros) et de Beyond Road (7,8 millions d'euros). La marge globale diminue de -3,5 %, l'effet prix négatif (-7 millions d'euros) n'étant que partiellement amorti par un effet volume positif (3,3 millions d'euros).

Sur le marché du Remplacement, le chiffre d'affaires augmente de 18,6%, porté par la reprise des ventes AGB (78,3 millions d'euros) et secteur 2 (URB & TLD, 50,5 millions d'euros).

La marge globale augmente de 113,8 millions d'euros, notamment grâce à un effet volume positif de 42,8 millions d'euros et un effet prix de 74,1 millions d'euros pour AGB et TLD.

Dans ce contexte de reprise, la production de produits finis a augmenté de 19,3%

sur l'année : 26,4% pour les sites des Gravanches & Roanne (Tourisme Ultra Haute Performance), 24,1% pour Le Puy (OHT), 17,4% pour Troyes (Agro) et 15,8% pour Cholet (Tourisme).

Les achats de marchandises et de matières premières, les autres approvisionnements et autres achats et charges externes sont en hausse de 18,9%, corrélativement à la hausse du chiffre d'affaires (15,1%).

Le poste impôts et taxes diminue de -25,7% principalement en raison des allègements de base de la taxe foncière en 2021.

Pour se prémunir des risques de change, la société applique une politique de couverture permanente de la quasi-totalité de ses positions de change. Pour les flux intra-Groupe, le risque de change est couvert par des achats ou ventes à terme de devises (forwards). Pour les flux hors Groupe, les couvertures de change sont des achats ou ventes au comptant (spot) en devise USD ; le risque étant peu significatif pour les autres devises, il n'est pas couvert.

Les charges de personnel sont stables (+0,5%) en 2021 par rapport à 2020, reflétant à la fois les effets de la politique salariale et de la signature de l'accord ADAPT encadrant les départs prévus dans le cadre de Ruptures Conventionnelles Collectives annuelles provisionnées dans les comptes en exceptionnel.

Au total, le résultat d'exploitation passe de -111,9 millions d'euros au titre de l'exercice 2020 à +99,87 millions d'euros au titre de l'exercice 2021.

Le résultat financier s'élève à -108,6 millions d'euros contre -21,3 millions d'euros en 2020.

Les charges financières de 115,9 millions d'euros en 2021 se comparent à 53,0 millions d'euros en 2020, principalement en raison de dotations sur titres et créances envers MTP. Les produits financiers s'élèvent à 7,3 millions d'euros en 2021 contre 31,7 millions d'euros en 2019 ; à noter la reprise de provision pour titres ESM classée en résultat exceptionnel, en miroir de la vente.

Le résultat courant représente une perte de -8,7 millions d'euros contre -133,2 millions d'euros au titre de l'exercice 2020.

Le résultat exceptionnel est en perte de -236,4 millions d'euros en 2021, contre -69,4 millions d'euros en 2020, principalement en raison de la provision sur l'exercice des volets 1 & 2 de l'accord ADAPT.

Après prise en compte d'un produit d'impôt sur les bénéfices de 55,4 millions d'euros en 2021, contre un produit de 16,7 millions d'euros en 2020, le résultat net 2021 représente une perte de -189,7 millions d'euros, contre une perte de -185,9 millions d'euros au titre de l'exercice 2020.

Compte tenu du résultat de l'exercice et des provisions réglementées, les capitaux propres passent de 1 568,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 à 1 386,4 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Les investissements corporels et incorporels se sont élevés à 326,1 millions d'euros sur l'exercice, contre 217,1 millions d'euros en 2020.

La capacité d'autofinancement est de 318,3 millions d'euros cette année, contre -15,5 millions d'euros au titre de l'exercice 2020.

L'endettement net financier s'élève à 900,9 millions d'euros en 2021, contre 1 040,8 millions d'euros au titre de l'exercice 2020, soit une diminution de 139,0 millions d'euros. ///





LA MULTIMOBILITE SELON MICHELIN



AUTRES ÉLÉMENTS LIÉS À L'ACTIVITÉ

Accord ADAPT France 21-23 - Dans le cadre de ses plans de compétitivité industriel et tertiaire, le Groupe a annoncé le 6 janvier 2021 en France la mise en œuvre d'un plan de simplification et de compétitivité renforcé, afin d'améliorer significativement l'agilité et la performance globale de ses activités.

L'accord cadre ADAPT, signé avec les partenaires sociaux le 27 avril 2021, définit les dispositifs d'accompagnement des salariés pendant la durée du projet qui s'articule en trois phases, entre 2021 et 2023, et se décline par la négociation d'accords de Rupture Conventionnelle Collective (RCC) permettant la mise en œuvre des mesures de pré-retraite et de mobilité externe volontaire.

Le Groupe réaffirme ses ambitions de développement en France, consolidant son positionnement sur les pneumatiques haut de gamme et de spécialité, tout en poursuivant la localisation de nouvelles activités à forte valeur ajoutée, notamment dans les domaines des services, des matériaux durables, de la transition énergétique et du recyclage.

Les deux premières phases (RCC 1 & 2) ont été comptabilisées en 2021 et concernent les départs sur les exercices 2021 & 2022.

Une provision de 209,0 millions d'euros a été constituée sur l'exercice. La mise en place des dispositifs d'accompagnement sur l'exercice 2021 a donné lieu à une reprise de provision de 42,8 millions d'euros.

Coût COVID - Dès le début de la crise, mi-mars 2020, la MFPM a pris la décision de fournir le Groupe en masques chirurgicaux, réalisant un achat groupé sur un marché international tendu à hauteur de 57,3 millions d'euros. Une partie des masques a été refacturée à due proportion des livraisons aux différentes sociétés du Groupe. Fin 2020, le stock de 36,9 millions de masques a été déprécié pour ramener chaque pièce à une valorisation unitaire de 0,10€. A la clôture de l'exercice 2021, le stock de masques représente 1,9 million d'unités valorisées à prix de marché de 0,16 €, soit un montant de 0,3million d'euros.

Sur l'exercice 2021, les coûts COVID-19 nets représentent 2,0 millions d'euros.

Restructuration du site de la Roche-sur-Yon - En 2019, suite aux difficultés rencontrées sur le marché du poids lourd en Europe, le Groupe a annoncé la fermeture du Site de

la Roche-sur-Yon, constatant une provision de 91,1 millions d'euros, ainsi qu'une dépréciation d'éléments d'actifs de 33 millions d'euros.

En 2020 et 2021, la provision a été consommée à hauteur respectivement de 36,6 millions d'euros et 36,7 millions d'euros, et complétée à hauteur de respectivement 5,9 millions d'euros et 1,1 million d'euros.

Le solde de la provision à la clôture 2021 est de 22,9 millions d'euros pour le volet social et de 22,3 millions d'euros pour le volet de dépréciation d'éléments d'actif.

Plan de volontariat - Le dispositif de pré-retraite volontaire, initié suite à l'accord du 4 décembre 2017 pour satisfaire les objectifs du Groupe en terme de réorganisation, a été pleinement rempli.

En 2017, une provision de 207,6 millions d'euros avait été comptabilisée. 970 personnes entrant dans le dispositif de pré-retraite ont été connues fin mars 2018. La provision a donc été ré estimée à ce moment-là pour être portée à 220,7 millions d'euros.

En 2020, 237 collaborateurs et cadres ont quitté la société dans le cadre du dispositif, occasionnant une reprise de provision de 60,3 millions d'euros.

En 2021, les collaborateurs et cadres restant ont quitté la société dans le cadre du dispositif, donnant lieu à une reprise de provision de 20,2 millions d'euros et un ajustement à la baisse pour 2,3 millions d'euros.

A la clôture 2021, cette provision est de 1,9 million d'euros et plus aucun personnel concerné par ce plan n'est encore à l'actif.

Suivi des autres plans de restructuration -

Quatre plans de sauvegarde de l'emploi ont été engagés de 2013 à 2016 : plans de spécialisation des activités industrielles sur le site de Joué-Les-Tours (2013), réorganisation de son réseau logistique (2014), rechapage sur le site de la Combaude (2016) et Ingénierie Procédé (2016).

URSSAF - La Société a fait l'objet, en 2010, 2013 et 2016, de mises en demeure par l'administration chargée du recouvrement des cotisations sociales de payer un montant total de 114,9 millions d'euros (hors majora-

tions et indemnités de retard). Les sommes demandées ont été versées et une créance envers l'administration a été comptabilisée. Au cours des exercices, plusieurs griefs ont été acceptés, donnant lieu à une reprise de provision et la comptabilisation de charges en frais de personnel. L'intégralité du risque restant en litige est couverte par une provision (hors majorations et indemnités de retard).

Au cours de l'exercice 2021, les griefs concernant les exercices 2017 à 2019 ont été acceptés, entraînant une reprise de provision et la comptabilisation des charges en frais de personnel.

Des provisions complémentaires ont été comptabilisées en 2021 pour couvrir des risques pour environ 3,6 millions d'euros.

Les procédures de contentieux sont toujours en cours.

Rémunération - L'exercice 2021 est la deuxième année d'application de la nouvelle rémunération variable. Cette dernière vise une meilleure corrélation au résultat du Groupe et un partage de la valeur avec l'ensemble des salariés. A ce titre, un mécanisme de coefficient mineur ou majeur les bonus Groupe et

équipe en fonction du niveau d'atteinte des critères Résultat Opérationnel des Secteurs et Free Cash Flow libre du Groupe. Dans le contexte économique de reprise, les calculs conduisent à appliquer un coefficient de majoration de 135%, se traduisant par un bonus Groupe de 50,7 millions d'euros (bruts) et un bonus Equipe de 57,3 millions d'euros (bruts). Au titre de l'accord d'intéressement signé le 10 juin 2020 pour une durée de trois ans, une provision de 43 millions d'euros (bruts) a été constatée au 31 décembre 2021.

Le montant total des bonus s'élève ainsi à 151 millions d'euros.

A la demande des Gérants du Groupe Michelin, une prime exceptionnelle pour reconnaître la surperformance et les efforts collectifs dans un contexte 2021 très difficile a été comptabilisée pour 8 millions d'euros (bruts). **///**



FILIALES ET PARTICIPATIONS

Les informations comptables des entités ci-après n'ont pas été arrêtées par leurs instances représentatives

Pneu Laurent - Le chiffre d'affaires de la société Pneu Laurent s'est élevé à 77,3 millions d'euros, en hausse de 13% par rapport à l'exercice 2020. La variation du chiffre d'affaires résulte : d'une hausse du chiffre d'affaires rechapage poids lourd et génie civil de 5,4 millions d'euros (les quantités vendues de pneus rechapés sont en hausse de 28 383 unités) ; d'une hausse du chiffre d'affaires de 3,1 millions d'euros de l'activité Bandes de Roulement et autres produits Récamic, avec des quantités vendues de 446 977 unités, en hausse de 11,9% par rapport à 2020.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 75 millions d'euros, en hausse de 13,8 %, et les produits d'exploitation à 79 millions d'euros en hausse de 15,2% par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort à 3,6 millions d'euros en hausse de 1,3 million d'euros par rapport à 2020 (2,3 millions d'euros) qui s'explique par la hausse des ventes et de la production.

Le résultat financier est négatif de 0,1 million d'euros identique à celui de 2020.

Le résultat exceptionnel est une perte de 1,8 million d'euros contre une perte de 0,2 million d'euros en 2020. Ce résultat à fin 2021 prend en compte la comptabilisation de la RCC (Rupture Conventionnelle Collective) pour un montant de 1,9 million d'euros.

Le résultat après impôt de Pneu Laurent est un bénéfice de 0,9 million d'euros contre un bénéfice de 1,3 million d'euros en 2020. Au titre de 2021, nous constatons une charge d'impôts sur les sociétés à hauteur de 0,3 million euros et une provision au titre de la participation des salariés aux résultats de 0,3 million euros.

CSM - En 2021, le chiffre d'affaires de la société SIMOREP et Cie s'est élevé à 289,4 millions d'euros contre 213,80 millions en 2020. Les principales évolutions sont : une augmentation des volumes vendus de l'ordre de 35% (soit +71,7 millions de CA) sur le secteur d'activité élastomères synthétiques et Peconal et +3,8 millions de CA sur les frais de transport facturés aux clients ; une baisse de l'activité vente de matières premières Butadiène de -1,3 million de CA liée à une bonne maîtrise de nos contrats ; une hausse de nos activités prestations de service de +1,3 million de CA.

La production 2021 d'élastomères est supérieure à celle de 2020 de l'ordre de +31%.

L'année 2021 a été marquée par un retour de la demande mondiale à des niveaux proches de ceux connus avant la crise sanitaire COVID 19. Cette hausse est tirée notamment par le dynamisme des marchés de première monte et de remplacement, à la fois en Automobile et en Transport Routier.

Le mix 2021 de la société Simorep et l'application de la nouvelle méthode de prix de transfert nous a permis de générer un chiffre d'affaires important grâce aux produits SSBR, nouvelle gamme de caoutchouc fonctionnel à forte valeur ajoutée.

En effet, l'application de la nouvelle méthode de prix transfert de caoutchouc synthétique au début de l'année 2021 vise à déterminer une méthode de pleine concurrence pour fixer le prix de

la vente d'élastomères pour les trois usines de traitement du caoutchouc synthétique.

Le bon pilotage des budgets de fonctionnement a permis d'atteindre et dépasser les objectifs de performance fixés par la direction.

Le résultat d'exploitation 2021 ressort à +35,1 millions d'euros contre +7,35 millions d'euros en 2020.

Le résultat financier 2021 est négatif de -3,2 millions d'euros contre un négatif de -0,31 millions d'euros en 2020.

Le résultat exceptionnel 2021 est négatif de -5,34 millions d'euros pour un négatif de -4,77 millions d'euros en 2020. Après une charge d'impôts de 6,522 et une provision de participation des salariés de 1,75 million d'euros, le résultat net se traduit par un bénéfice de 18,47 millions d'euros en 2021 contre un bénéfice de 1,98

million d'euros en 2020. Par ailleurs, les investissements 2021 s'élèvent à 22,9 millions d'euros (pour 16,88 millions en 2020).

Michelin Travel Partner - Après une année 2020 marquée par les impacts très significatifs du Covid-19 sur le marché du tourisme et de la gastronomie, Michelin Travel Partner connaît une phase transition en 2021 et de renouveau. Michelin Travel Partner est tout d'abord affectée en 2021 par une importante variation de périmètre : L'activité d'édition transférée le 1er février au sein de la société conjointe (Michelin Editions) créée avec Medias Participations, n'a été exploitée que sur le seul mois de janvier par Michelin Travel Partner et affiche ainsi une baisse de -14,7 millions d'euros.

L'activité Automotive, en baisse régulière depuis plusieurs années, a été abandonnée en cours d'année soit un recul de (-2,9 millions d'euros). A l'inverse le site ViaMichelin a su profiter à plein de la reprise des déplacements et du tourisme en France et en Europe. Ses revenus croissent de +1,6 million d'euros.

Quant aux activités événementielles, placées désormais au cœur de la stratégie de Michelin Expériences, elles reprennent le chemin d'une

croissance dynamique (+5,2 millions d'euros) du fait de l'extension géographique, de la focalisation sur des clients à plus haute valeur et de la réouverture des événements présentiels.

Le résultat net de Michelin Travel Partner est une perte de 27,0 millions d'euros contre une perte de 66,4 millions d'euros au titre de l'exercice 2020.

Cette amélioration de 39 millions d'euros s'explique principalement par trois effets : l'absence en 2021 de dépréciations de titres et fonds de commerce tels que ceux enregistrés en 2020 (30 Millions d'euros) qui pour rappel résultaient de la crise Covid-19 sur les résultats à court terme ainsi que des perspectives dégradées à moyen terme ; le chiffre d'affaires bénéficie d'un mix d'activité plus favorable (du fait notamment du transfert de l'activité édition déficitaire) qui permet d'améliorer le taux de marge brute ; une maîtrise très étroite des coûts de structure et des salaires.

IMECA - En 2021, l'activité a été principalement dédiée aux activités Tourisme et Camionnette et Gomme, pour des marchés européens et américains. L'année 2021 marque la reprise de projets Michelin de grande envergure,

avec notamment le déploiement de machines Sprint. A noter également la part substantielle de chiffre d'affaires qui revient aux pièces de rechange à destination des sites français et américains (16% du chiffre d'affaires), et à la gestion d'outillages pour les différents sites Michelin (27% du chiffre d'affaires). Enfin, les relations commerciales de la Société IMECA avec des marchés autour ou au-delà du pneumatique (start-up, PME, ou sociétés du Groupe) représentent 5% de notre chiffre d'affaires en 2021. Imeca est la force commerciale de l'ingénierie pour exercer une activité en dehors du pneumatique.

Le chiffre d'affaires augmente, passant de 48,4 millions d'euros au titre de l'exercice 2020 à 64,5 millions d'euros en 2021, au-dessus du chiffre d'affaires budgété. Le chiffre d'affaires se décompose comme suit : vente de marchandises pour 10,2 millions d'euros, vente de biens pour 41,5 millions d'euros et vente de services pour 12,8 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation est un profit de 2,9 millions d'euros contre un profit de 3,6 millions d'euros au titre de l'exercice 2020. Le résultat

financier est une perte de 0,3 million d'euros supérieure à celle enregistrée au titre de l'exercice 2020.

En définitive, après comptabilisation d'un résultat exceptionnel positif de 0,04 million d'euro, d'une participation des salariés aux résultats de l'entreprise de 0,2 million d'euro, et de l'impôt sur les bénéfices pour 0,6 million d'euro, le résultat de l'exercice 2021 est positif de 1,9 million d'euros en légère baisse comparé à celui de l'exercice 2020, qui avait été marquée par une rentabilité exceptionnelle tirée par le « marché opportuniste » de la crise Covid. ///





AUTRES INFORMATIONS

Prises de contrôle et participations - Néant.

Activités de recherche et développement -

La Société exerce une activité soutenue de recherche et développement, que ce soit dans la mise au point de nouveaux produits ou dans la conception et l'utilisation de nouveaux matériaux. Cette activité de recherche et développement s'effectue au sein de son centre de technologie situé à Ladoux et a donné lieu à une dépense globale au titre de l'exercice 2021 de 467,4 millions d'euros dont : recherche fondamentale et appliquée pour un montant de 255,2 millions d'euros, et développement et industrialisation pour un montant de 212,2 millions d'euros.

Les montants de dépenses de recherche et développement présentés ci-dessus apparaissent après l'effet du Crédit d'Impôt Recherche (« CIR ») dont bénéficie la société en France. Le montant du CIR s'élève à 30,2 millions d'euros au titre de l'exercice 2021, contre 28 millions d'euros en 2020.

Le maintien de dépenses d'études au cours de l'exercice à un niveau élevé traduit la volonté

de la société de maintenir un haut niveau de recherche et développement, compte tenu de son importance stratégique pour l'innovation et la compétitivité future du Groupe Michelin.

Evènements postérieurs à la clôture - Les éléments présentés ci-après font état de l'impact du conflit entre la Russie et l'Ukraine qui a débuté le 24 février 2022. De même que les autres manufacturiers de pneumatiques, Michelin s'approvisionne en Russie pour certaines matières premières à destination de ses usines européennes. Compte tenu des difficultés d'approvisionnement et des perturbations logistiques liées au conflit, et afin d'optimiser ses opérations, le Groupe a fait état par communiqué de presse le 3 mars 2022 de la fermeture pour quelques jours de certaines usines en Europe. Cette adaptation a permis de donner la priorité aux segments à plus forte valeur ajoutée pour le Groupe.

L'activation de voies d'approvisionnement alternatives permet cependant de limiter l'impact opérationnel, traduisant la pertinence des procédures de business continuity du Groupe au regard du risque de non-continuité des

activités industrielles et du risque de rupture d'approvisionnement. Les flux financiers liant la MFPM à la Russie sont essentiellement liés aux relations intra-Groupe, les ventes vers des clients en Russie intervenant via la société Transityre B.V. Au-delà des tensions d'approvisionnement et du contexte inflationniste, l'impact de la crise en Ukraine sur la situation bilantielle de la MFPM est considéré à ce jour comme très limité.

En outre, l'activité édition ayant été apportée par MTP à Michelin Edition courant 2021, la fusion de l'entité Michelin Travel Partner au 1er janvier 2022, apporte l'activité expérience et digitale au sein de MFPM.

La rémunération actuelle de Florent MENEGAUX est issue du vote de la 3ème résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 17 décembre 2021. Ladite résolu-



tion prévoyait que la rémunération de Florent MENEGAUX était fixée sous réserve d'une approbation par l'Assemblée Générale de la Compagnie Générale des Etablissements Michelin ; approbation qui a été obtenue le 13 mai dernier (9ème résolution soumise à l'Assemblée Générales des Actionnaires de la Compagnie Générale des Etablissements Michelin).

Perspectives - Au-delà de l'exposition du groupe Michelin en Russie et en Ukraine, l'impact potentiel du conflit sur l'économie mondiale reste à ce jour très incertain. Les perspectives 2022 sont ainsi établies sur la base des informations connues à date. En 2022, dans un contexte encore très perturbé, les marchés devraient afficher une légère croissance, dans la partie basse des fourchettes initialement prévues : entre 0% et 4% en Tourisme

camionnette, de +3% à +7% en Poids lourd (hors Chine), entre +6% et +10% pour les Activités de spécialités.

Dans ce scénario marché, la société anticipe : sur le marché du Remplacement, une hausse des volumes sur tous les segments si la tendance de reprise de 2021 se confirmait, et une évolution de la marge favorable sous réserve des possibilités d'absorption des effets inflationnistes sur les marchandises et l'énergie constatés début 2022 ; en première monte, si la poursuite de la reprise modérée de l'exercice 2021 se confirmait, une hausse des volumes sur tous les secteurs entraînant une hausse de la marge ; un maintien des rétrocessions de marge liées aux ventes à l'étranger par le biais des sociétés hub ; un maintien du chiffre d'affaires des prestations de recherche et développement et de services rendus aux autres sociétés du Groupe en raison de la corrélation entre dépenses et facturations de cette activité ; au global, une diminution des frais de personnel liée à la mise en œuvre des différents plans de restructuration. A ceci, s'ajoute une politique de rémunération des salariés dynamique.

La combinaison de ces différents facteurs devrait permettre le maintien ou une hausse du résultat d'exploitation sur la période.

Le résultat financier est attendu négatif, les produits de participation ne permettant pas de couvrir les charges d'intérêts.

Le résultat exceptionnel sera impacté par les opérations sur les éléments d'actif ainsi que par la troisième phase du plan ADAPT, et sera ainsi négatif.

Après calcul de l'impôt sur les sociétés, le résultat sera vraisemblablement en perte.

L'environnement économique, géopolitique et sanitaire demeure incertain ; les éventuelles perturbations pourraient affecter la valorisation des différents postes du compte de résultat de la Manufacture Française des Pneumatiques Michelin.

Informations RSE - La loi dite Grenelle II du 12 juillet 2010, dont les modalités d'application ont été définies par le décret n°2012-557 du 24 avril 2012, imposent de nouvelles obligations en matière d'informations extra-financières (appelées informations « Responsabilité Sociale et Environnementale ») à fournir dans le rapport

de gestion. Concernant la Société, les informations RSE qui la concernent sont publiées dans le rapport financier annuel (chapitre 4) de sa société « mère », la Compagnie Générale des Etablissements Michelin, auquel il convient de se reporter (disponible sur le site Internet <https://www.michelin.com/fre/>).

Dépenses non déductibles - Conformément aux dispositions de l'article 223 du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne présentent pas de dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code.

Rapport sur le CSE - La fusion des instances représentatives du personnel a été effectuée sur l'année 2020, 12 CSE ont été créés correspondant à chacun des sites français. Aucune observation n'a été déposée par les CSE au cours de l'exercice.

Loi relative au devoir de vigilances des sociétés mère et des entreprises donneuses d'ordre - La loi n°2017-399 du 27 mars 2017, relative au devoir de vigilance, impose à cer-

taines sociétés de mettre en place un plan de vigilance qui reprend les risques du Groupe et de ses principaux sous-traitants ayant trait à l'environnement, la santé/sécurité et les droits humains.

Concernant la Société, les informations relatives à la mise en place du plan de vigilance sont publiées dans le rapport financier annuel (chapitres 4.1 et 4.3) de sa société « mère », la Compagnie Générale des Etablissements Michelin, auquel il convient de se reporter (disponible sur le site Internet www.michelin.com).

Prêts interentreprises - Nous vous indiquons que la Société n'a consenti aucun prêt entrant dans le cadre du dispositif pré-vu aux articles L.511-6, 3 bis et suivants du Code monétaire et financier.

Sanctions pour pratiques anticoncurrentielles - Nous vous informons que la Société n'a fait l'objet d'aucune sanction telle que visée à l'article L.464-2, I, al.5 du Code du commerce.

Emission de valeurs mobilières donnant accès au capital social - Ajustements

réalisés dans le cadre de protection des porteurs - Néant

Propositions - Nous vous demandons d'approuver les opérations traduites par le compte de résultat et le bilan de la Société au 31 décembre 2021 d'où il résulte une perte de -189 698 859,76 euros. Nous vous proposons d'affecter cette perte de -189 698 859,76 euros au poste « Report à nouveau » qui serait ainsi ramené à 279 581 059,89 euros. Il est précisé qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois exercices précédents. ///

Président,
Florent MENEGAUX





DELAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS (1)						
	0 J	1-30 J	31-60 J	61-90 J	> 91 J	TOTAL (2)
TRANCHE DE RETARD DE PAIEMENT						
Nombre de factures	1 437	533	365	263	2 049	3 210
Montant TTC	1 720	4 194	2 545	1 182	554	8 476
% des ventes	0,04%	0,11%	0,07%	0,03%	0,01%	0,22%
FACTURES EXCLUES						
Nombre de factures	0	0	0	0	0	0
Montant TTC	0	0	0	0	0	0

- (1) Article D 441-6 : factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice en fonction de la durée de l'échéance
- (2) Total >1 J

DÉLAIS DE PAIEMENT **CLIENTS**

DELAIS DE PAIEMENT CLIENTS (1) (2)						
	0 J	1-30 J	31-60 J	61-90 J	> 91 J	TOTAL (3)
TRANCHE DE RETARD DE PAIEMENT						
Nombre de factures	404	9 351	802	692	4 935	15 780
Montant TTC	1 145	98 547	3 080	5 072	30 178	136 878
% des ventes	0,02%	1,67%	0,05%	0,09%	0,51%	2,32%
FACTURES EXCLUES						
Nombre de factures	0	0	0	0	0	0
Montant TTC	0	0	0	0	0	0

- (1) Article D 441-6 : factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice en fonction de la durée de l'échéance
- (2) Les délais de paiement utilisés pour le calcul des pénalités de retard de paiement dont consentis contractuellement à l'ouverture des comptes clients
- (3) Total > 1 J



NOUVEAU SIEGE MICHELIN

TABLE GÉNÉRALE DES NOTES

01	PAGE 06	BILAN
02	PAGE 08	COMPTE DE RÉSULTAT
03	PAGE 12	INFORMATIONS GÉNÉRALES
04	PAGE 12	RÈGLES & MÉTHODES COMPTABLES
05	PAGE 18	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
06	PAGE 22	FILIALES & PARTICIPATIONS
07	PAGE 23	FILIALES & PARTICIPATIONS
08	PAGE 24	IMMOBILISATIONS BRUTES
09	PAGE 25	AMORTISSEMENTS
10	PAGE 26	ÉTAT DES PROVISIONS
11	PAGE 27	ÉTAT DES PROVISIONS
12	PAGE 28	IMMOBILISATIONS NETTES
13	PAGE 29	DÉPRÉCIATION DES STOCKS
14	PAGE 30	CRÉANCES
15	PAGE 31	PRODUITS & CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE
16	PAGE 32	VARIATION DES PROVISIONS
17	PAGE 33	VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION
18	PAGE 34	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
19	PAGE 35	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
20	PAGE 36	DETTES
21	PAGE 37	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
22	PAGE 38	CRÉDIT-BAIL
23	PAGE 39	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL
24	PAGE 40	ORGANISME DE FORMATION
25	PAGE 41	ORGANISME DE FORMATION
26	PAGE 42	IMPÔT SUR LE RÉSULTAT
27	PAGE 43	IMPÔT SUR LE RÉSULTAT
28	PAGE 44	CHARGES À REPARTIR ET PRIME DE REMBOURSEMENT
29	PAGE 45	ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU COMPTE DE RÉSULTAT
30	PAGE 46	ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES AU BILAN
31	PAGE 47	PRODUITS À RECEVOIR & CHARGES À RECEVOIR
32	PAGE 48	ENGAGEMENTS FINANCIERS
33	PAGE 49	EFFECTIF MOYEN
34	PAGE 50	QUOTAS D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE
35	PAGE 51	DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES
36	PAGE 52	TABEAU DE FINANCEMENT
37	PAGE 53	RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES
38	PAGE 54	RÉMUNÉRATION & HONORAIRES / SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE
39	PAGE 72	DÉLAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS
40	PAGE 73	DÉLAIS DE PAIEMENT CLIENTS



Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: C245171CAD4A4C1DA9BF955417CDF078
 Objet: Veuillez signer avec DocuSign : MFPM - RCA 2021.pdf
 Enveloppe source:
 Nombre de pages du document: 82
 Nombre de pages du certificat: 2
 Signature dirigée: Activé
 Horodatage de l'enveloppe: Activé
 Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

État: Complétée

Émetteur de l'enveloppe:
 CHRISTINE BESOGNE
 63 Rue de Villiers
 Neuilly sur Seine, Neuilly sur Seine 92208
 christine.besogne@pwc.com
 Adresse IP: 195.25.84.57

Suivi du dossier

État: Original
 20/05/2022 09:45:13

Titulaire: CHRISTINE BESOGNE
 christine.besogne@pwc.com

Emplacement: DocuSign

Événements de signataire**Signature****Horodatage**

Jean-Christophe GEORGHIOU
 jean-christophe.georghiou@pwc.com
 Partner

PricewaterhouseCoopers Audit

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de
 compte (aucune), Certificat numérique

Détails du fournisseur de signature:

Type de signature: Signer Held EU Qualified
 Émetteur de la signature: BE-YS SIGNATURE
 AND AUTHENTICATION CA NC

Sélection d'une signature : Image de signature
 chargée

Signé via le lien envoyé à
 jean-christophe.georghiou@pwc.com
 En utilisant l'adresse IP: 195.25.84.59

Envoyée: 20/05/2022 09:48:52
 Consultée: 20/05/2022 09:52:03
 Signée: 20/05/2022 09:57:43

Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offert par DocuSign

Frédéric GOURD
 fgourd@deloitte.fr

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de
 compte (aucune), Certificat numérique

Détails du fournisseur de signature:

Type de signature: DocuSign Protect & Sign
 (Client ID:
 DDE5E85D-4085-40B6-8785-DA3CCD16D81E)

Émetteur de la signature: DocuSign Cloud
 Signing CA - S11

Authentification: SMS (+33 6 07 18 25 49)

Sélection d'une signature : Écrit sur un appareil

Signé via le lien envoyé à fgourd@deloitte.fr

En utilisant l'adresse IP: 163.116.163.122

Localisation du fournisseur de signature: https://ps-w
 s.dsif.docusign.net/ds-server/s/noauth/psm/tsp/sign

Envoyée: 20/05/2022 09:57:53
 Consultée: 20/05/2022 10:17:56
 Signée: 20/05/2022 10:18:51

Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offert par DocuSign

Événements de signataire en personne Signature**Horodatage****Événements de livraison à l'éditeur****État****Horodatage****Événements de livraison à l'agent****État****Horodatage****Événements de livraison intermédiaire État****Horodatage****Événements de livraison certifiée****État****Horodatage****Événements de copie carbone****État****Horodatage**

Événements de copie carbone	État	Horodatage
Carole Leibmann cleibmann@deloitte.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offert par DocuSign	Copié	Envoyée: 20/05/2022 10:18:53
Gael Delano gael.delano@fr.pwc.com Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offert par DocuSign	Copié	Envoyée: 20/05/2022 10:18:55 Consultée: 20/05/2022 11:30:38
Événements de témoins	Signature	Horodatage
Événements notariaux	Signature	Horodatage
Récapitulatif des événements de l'enveloppe	État	Horodatages
Enveloppe envoyée	Haché/crypté	20/05/2022 09:48:52
Livraison certifiée	Sécurité vérifiée	20/05/2022 10:17:56
Signature complétée	Sécurité vérifiée	20/05/2022 10:18:51
Complétée	Sécurité vérifiée	20/05/2022 10:18:55
Événements de paiement	État	Horodatages

MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

Société par actions simplifiée au capital de € 504 000 004

Siège social : Place des Carmes-Déchaux

CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme)

855 200 507 R.C.S. CLERMONT-FERRAND

1) Proposition d'affectation du résultat qui sera soumise à l'approbation de l'Associé unique le 9 juin 2022 :

.....
" **Deuxième résolution**
"
" Sur la proposition du Président, l'Associé unique décide d'affecter la perte de l'exercice
" 2021 s'élevant à € 189 698 859,76 au poste "Report à nouveau" dont le montant serait
" ainsi porté à € 279 581 059,89.
"
" Il est rappelé qu'il n'a pas été versé de dividende depuis la constitution de la société.
"

2) La décision ci-dessus a été adoptée par l'Associé unique.

Pour extrait certifié conforme,

Le 06/07/2022


Florent Menegaux (6 juil 2022 17:15 GMT+2)

Le Président

MFPM - EXT PV AGOA 2022_Affectation du résultat

Rapport d'audit final

2022-07-06

Créé le :	2022-07-06
De :	Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
État :	Signés
ID de transaction :	CBJCHBCAABAAoGIAxuSTSH6tZgNx5KKPMcUSviSEROA_

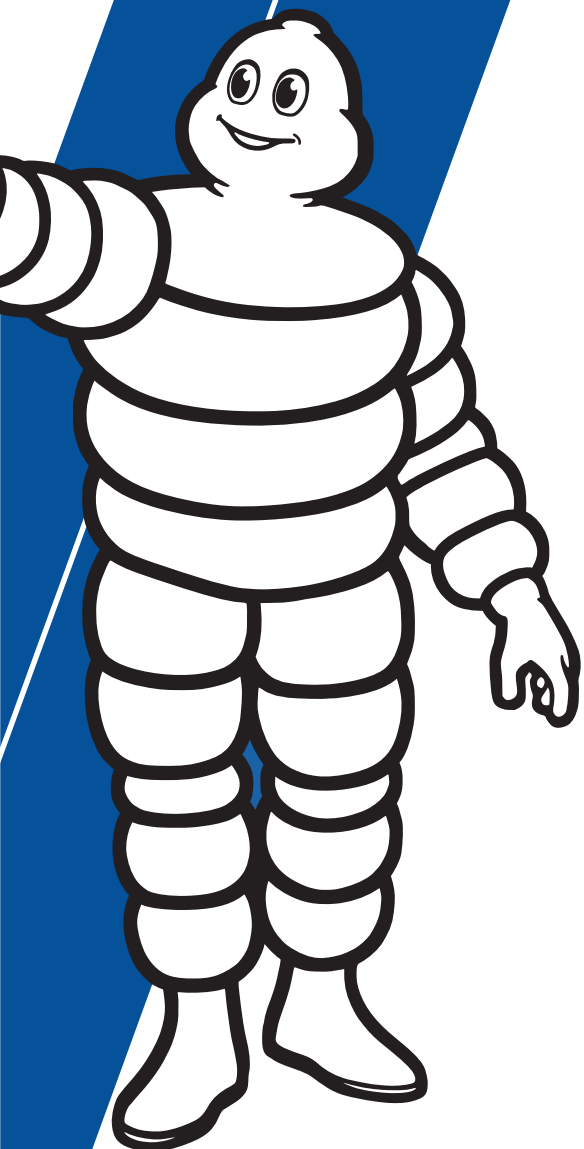
Historique « MFPM - EXT PV AGOA 2022_Affectation du résultat »

-  Document créé par Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
2022-07-06 - 13:01:52 GMT- Adresse IP : 165.1.169.202
-  Document envoyé par courrier électronique à Jean-Charles CAMBIER (jean-charles.cambier@michelin.com) pour approbation
2022-07-06 - 13:02:56 GMT
-  Courrier électronique consulté par Jean-Charles CAMBIER (jean-charles.cambier@michelin.com)
2022-07-06 - 13:04:17 GMT- Adresse IP : 141.194.36.234
-  Document approuvé par Jean-Charles CAMBIER (jean-charles.cambier@michelin.com)
Date d'approbation : 2022-07-06 - 13:06:49 GMT - Source de l'heure : serveur- Adresse IP : 141.194.36.234
-  Document envoyé par courrier électronique à florent.menegaux@michelin.com pour signature
2022-07-06 - 13:06:50 GMT
-  Courrier électronique consulté par florent.menegaux@michelin.com
2022-07-06 - 15:13:42 GMT- Adresse IP : 141.194.36.248
-  Document signé électroniquement par Florent Menegaux (florent.menegaux@michelin.com)
Date de signature : 2022-07-06 - 15:15:00 GMT - Source de l'heure : serveur- Adresse IP : 141.194.36.248
-  Accord terminé
2022-07-06 - 15:15:00 GMT

**BRUT**
2021**AMORT.**
PROV.**NET**
2021**NET**
2020

CAPITAL SOUCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	191 315	191 315	0	0
Concessions, brevets, licences, marques	1 537 675	1 209 312	328 363	319 615
Fonds commercial	13 052	6 373	6 679	6 679
Autres immobilisations incorporelles	126 241	0	126 241	133 079
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	73 855	26 794	47 060	47 137
Constructions	1 185 835	541 858	643 976	635 989
Installations techniques	2 442 042	1 858 775	583 268	641 336
Autres immobilisations corporelles	211 141	165 220	45 921	47 445
Immobilisations corporelles en cours	223 303	4	223 299	176 445
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations	148 577	19 234	129 343	152 569
Créances rattachées à des participations	114 758	49 735	65 023	123 148
Autres titres immobilisés	11 117	3 221	7 896	7 917
Prêts	16 756	6 600	10 156	11 485
Autres immobilisations financières	859	0	859	647
SOUS-TOTAL	6 296 528	4 078 444	2 218 084	2 303 491
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières	130 504	7 209	123 295	107 331
En-cours de production	57 530	13 312	44 218	45 583
Produits intermédiaires et finis	117 246	2 884	114 362	115 805
Marchandises	97 803	2 330	95 473	100 826
AVANCES ET ACCOMPTES	5 079	0	5 079	4 596
CRÉANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 530 460	5 772	1 524 687	1 306 001
Autres créances	320 731	1 009	319 721	332 208
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
VALEUR MOBILIÈRE DE PLACEMENT				
Actions propres	0	0	0	0
Autres titres	0	0	0	0
DISPONIBILITÉS	2 305	0	2 305	2 742
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE				
	22 587	0	22 587	26 040
SOUS-TOTAL	2 284 246	32 517	2 251 729	2 041 133
TOTAL ACTIF	8 580 773	4 110 961	4 469 813	4 344 624

ACTIF

BILAN/ **NOTES**/ **2021**/ **2020**

CAPITAUX PROPRES			
NOTES 18 & 19	Capital	504 000	504 000
	Prime d'émission, de fusion, d'apports	143 204	143 204
NOTE 17	Ecart de réévaluation	28	28
	Réserve légale	50 400	50 400
	Réserve statutaire ou contractuelle	0	0
	Réserve réglementée	0	0
	Autres réserves	0	0
	Report à nouveau	469 280	655 145
	Résultat exercice antérieur	0	0
	Résultat de l'exercice	(189 699)	(185 865)
	Subvention d'investissement	1 023	179
NOTE 16	Provisions réglementées	408 142	401 139
SOUS-TOTAL		1 386 378	1 568 231
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
NOTE 16	Provisions pour risques	100 459	59 331
	Provisions pour charges	204 573	100 644
SOUS-TOTAL		305 033	159 975
DETTES			
	Emprunts obligataires convertibles	0	0
	Autres emprunts obligataires	0	0
NOTE 20	Emprunts auprès des établissements de crédit	6 477	8 712
	Emprunts et dettes financières divers	896 687	1 033 851
	Avances et acomptes reçus	129 483	104 400
NOTE 20	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	900 796	748 296
	Dettes fiscales et sociales	524 643	420 315
	Dettes sur immobilisations	83 286	42 619
	Autres dettes	118 380	115 616
NOTE 15	PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	118 650	142 611
	SOUS-TOTAL	2 778 402	2 616 419
TOTAL PASSIF		4 469 813	4 344 624
Dont à plus d'un an (hors avances et acomptes reçus)			
		609 168	123 330
Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus)			
		2 162 757	2 388 690
Dont concours bancaires / soldes créditeurs / billets de trésorerie			
		6 477	8 712

PASSIF

Pour copie certifiée conforme, le 13/06/2022

Le Président


 Florent Megaux (13 juin 2022 13:01 GMT+2)

COMPTE DE RÉSULTAT



NOTE 02
EN K EUROS

NOTES

2021

2020

PRODUITS D'EXPLOITATION

NOTE 21	Chiffre d'affaires	5 205 981	4 522 654
	Dont chiffre d'affaires à l'exportation	2 010 137	1 932 718
	Production stockée	(85 534)	(171 595)
	Production immobilisée	134 903	127 013
	Subvention d'exploitation	6 268	1 769
	Reprise sur provisions et amortissements	29 124	93 702
	Autres produits	12 065	12 418

TOTAL	5 302 987	4 585 962
--------------	------------------	------------------

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises	1 198 579	1 005 724
Variation des stocks de marchandises	6 266	7 748
Achats de matières premières	707 065	489 562
Variation de stocks de matières premières	4 908	42 096
Autres achats et charges externes	1 473 639	1 346 457
Impôts, taxes et versements assimilés	83 228	112 055
Salaires et traitements	927 270	872 440
Charges sociales	417 649	465 886
Dotations aux amortissements et dépréciations		
Dotations aux provisions sur amortissement	279 697	273 483
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	20 006	24 164
Dotations aux provisions : risques et charges	22 721	7 403
Autres charges	62 119	50 792

TOTAL	5 203 146	4 697 811
--------------	------------------	------------------

RESULTAT D'EXPLOITATION	99 841	(111 849)
--------------------------------	---------------	------------------

Quote part de résultat sur opérations faites en commun

Bénéfice attribué ou perte transférée

Perte supportée ou bénéfice transféré

Pour copie certifiée conforme, le 13/06/2022

Le Président


Florent Meneaux (13 juin 2022 13:01 GMT+2)

PRODUITS FINANCIERS

Participations	5 781	4 263
Autres intérêts	513	564
Reprises sur provisions	1 445	26 769
Différences positives de change	(456)	95

TOTAL 7 283 31 691

CHARGES FINANCIERES

Dotations aux amortissements et aux provisions	80 984	18 441
Intérêts et charges assimilées	34 879	34 574
Différences négatives de change	2	(1)

TOTAL 115 866 53 015

RESULTAT FINANCIER (108 583) (21 324)

RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (8 742) (133 173)

PRODUITS EXCEPTIONNELS

Opérations en capital	37 449	13 189
Reprises sur provisions	326 164	165 158

TOTAL 363 613 178 347

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Opérations de gestion	101 273	102 034
Opérations en capital	201 652	57 528
Dotations aux amortissements et aux provisions	297 072	88 194

TOTAL 599 996 247 756

RESULTAT EXCEPTIONNEL (236 383) (69 409)

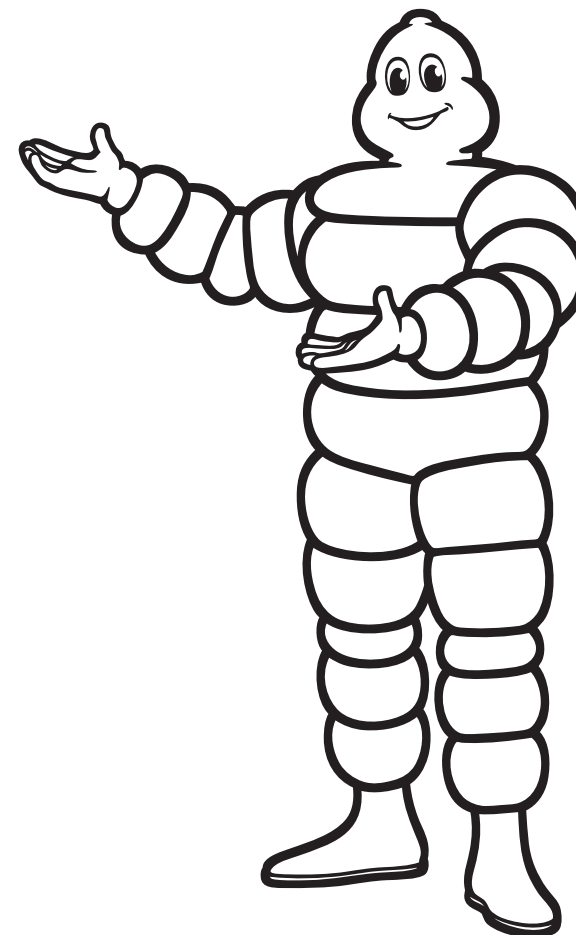
Participations des salariés aux fruits de l'expansion		
Impôts sur les bénéfices	(55 427)	(16 718)

TOTAL DES PRODUITS 5 673 883 4 795 999

TOTAL DES CHARGES 5 863 582 4 981 864

BENEFICE OU (PERTE) (189 699) (185 865)

Dont produits financiers concernant les entreprises liées	136 791	38 436
Dont intérêts concernant les entreprises liées	100 658	30 878



NOTE 23

NOTES 26 & 27

Pour copie certifiée conforme, le 13/06/2022

Le Président


Florent Menges (13 juin 2022 13:01 GMT+2)

MFPM - AGOA - Comptes annuels

Rapport d'audit final

2022-06-13

Créé le :	2022-06-13
De :	Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
État :	Signés
ID de transaction :	CBJCHBCAABAASBrjznLeQzBc0ISpuVXN3dhX67y_cizi

Historique « MFPM - AGOA - Comptes annuels »

-  Document créé par Edith MARTIN-DUVERT (edith.martin-duvert@michelin.com)
2022-06-13 - 09:17:43 GMT- Adresse IP : 165.1.169.211
-  Document envoyé par courrier électronique à Jean-Charles CAMBIER (jean-charles.cambier@michelin.com) pour approbation
2022-06-13 - 09:21:37 GMT
-  Courrier électronique consulté par Jean-Charles CAMBIER (jean-charles.cambier@michelin.com)
2022-06-13 - 10:35:07 GMT- Adresse IP : 80.215.240.214
-  Document approuvé par Jean-Charles CAMBIER (jean-charles.cambier@michelin.com)
Date d'approbation : 2022-06-13 - 10:35:15 GMT - Source de l'heure : serveur- Adresse IP : 80.215.240.214
-  Document envoyé par courrier électronique à Florent Menegaux (florent.menegaux@michelin.com) pour signature
2022-06-13 - 10:35:17 GMT
-  Courrier électronique consulté par Florent Menegaux (florent.menegaux@michelin.com)
2022-06-13 - 11:00:01 GMT- Adresse IP : 176.145.77.141
-  Document signé électroniquement par Florent Menegaux (florent.menegaux@michelin.com)
Date de signature : 2022-06-13 - 11:01:03 GMT - Source de l'heure : serveur- Adresse IP : 176.145.77.141
-  Accord terminé
2022-06-13 - 11:01:03 GMT